

**La visite au Canada  
du  
Premier ministre du Japon  
Noboru Takeshita**

---

les 15 et 16 janvier 1988



LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20024709 9

DOCS  
CA1 EA 88V31 EXF  
Visit to Canada of the Prime  
Minister of Japan Noboru Takeshi  
: January 15-16, 1988. --  
43253000

LE PREMIER MINISTRE  
BRIAN MULRONEY

M. Mulroney est né à Baie-Comeau (Québec) le 20 mars 1939. Il est avocat et a été dirigeant d'entreprise.

Il détient un baccalauréat spécialisé en sciences politiques de l'Université Saint-François-Xavier, d'Antigonish (Nouvelle-Écosse), et une licence en droit de l'Université Laval de Québec.

Le 11 juin 1983, M. Mulroney a été élu Chef du Parti progressiste-conservateur.

Il est ensuite entré à la Chambre des communes en remportant une élection partielle tenue le 29 août 1983 dans la circonscription de Central Nova (Nouvelle-Écosse).



Lors des élections générales de 1984, il a été élu député de la circonscription de Manicouagan (Québec). Son parti a alors remporté le plus grand nombre de sièges de toute l'histoire parlementaire du Canada.

M. Mulroney joue un rôle actif sur la scène publique et au sein de la collectivité depuis bon nombre d'années. En mai 1974, il a été nommé à la Commission Cliche, chargée d'enquêter sur la violence dans l'industrie de la construction au Québec. En 1976, il a été candidat à la direction du Parti progressiste-conservateur du Canada.

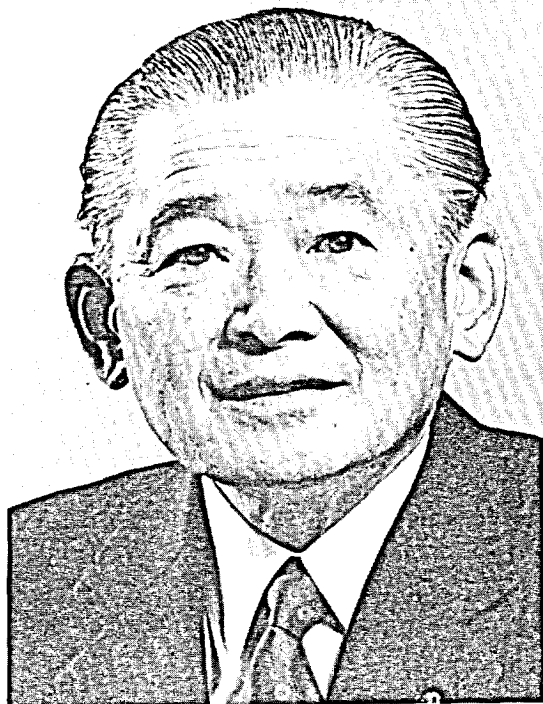
Plus tard cette année-là, il est entré au service de la Compagnie Iron Ore du Canada, en tant que vice-président exécutif; un an plus tard, il est devenu président de la compagnie.

Il a oeuvré dans de nombreux organismes de charité tels que Centraide de Montréal, l'Association des Grands frères du Canada, l'Association du Québec pour les déficients mentaux, la Canadian Juvenile Diabetes Foundation et la Fondation des maladies du coeur de Montréal.

M. Mulroney a épousé Mila Pivnicki, et le couple a quatre enfants.

43 253-001

LE PREMIER MINISTRE  
NOBORU TAKESHITA



M. Takeshita est né le 26 février 1924 dans un village de la préfecture de Shimane, dans l'ouest du Japon, et a fait ses études supérieures à l'Université de Waseda. Vers la fin de la Seconde Guerre mondiale, il est mobilisé comme élève-pilote. Après la guerre, il retourne aux études et obtient un diplôme de l'École de commerce de Waseda en 1947.

Plus tard, M. Takeshita retourne dans sa ville natale pour enseigner. En 1951, il est élu à l'Assemblée préfectorale de Shimane. Il siège à l'Assemblée pendant sept ans puis se fait élire à la Chambre des représentants en 1958. M. Takeshita a siégé à la Diète pendant onze mandats consécutifs (29 ans).

En 1971, à l'âge de 47 ans, M. Takeshita devient premier secrétaire du Cabinet dans le gouvernement du Premier ministre Eisaku Sato. Il est de nouveau nommé premier secrétaire du Cabinet en 1974, et occupe par la suite le poste de ministre de la Construction. Il remplit en tout cinq mandats à titre de ministre des Finances, poste où il est nommé pour la première fois en 1979 et qu'il occupe de novembre 1982 à juillet 1986 sous le gouvernement du Premier ministre Yasuhiro Nakasone.

De juillet 1986 à octobre 1987, M. Takeshita est secrétaire général du Parti libéral démocrate (PLD). En juillet 1987, il prend la tête de la faction Keiseikai, la plus importante du PLD. Le 6 novembre 1987, il est nommé Premier ministre.

À titre de ministre des Finances, M. Takeshita a consacré tous ses efforts au redressement budgétaire et à la réforme fiscale, ainsi qu'à la libéralisation et à l'internationalisation des marchés financiers du Japon.

En 1984, M. Takeshita est devenu le premier Japonais à présider la Réunion annuelle conjointe du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale et, en 1985, il a présidé la réunion du groupe des Dix. En 1986, il a reçu un doctorat honorifique en droit de l'université Columbia en reconnaissance de ses réalisations sur les plans de l'économie mondiale et du redressement budgétaire au Japon.

M. Takeshita est l'auteur de six ouvrages et il s'intéresse vivement aux beaux-arts. Il pratique le golf et est cinquième dan en judo. Il est président de l'Association de yachting du Japon.

M. Takeshita et sa femme, Naoko, ont trois filles et cinq petits enfants.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT  
AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES  
JOE CLARK



M. Clark est né à High River (Alberta) le 5 juin 1939. Il détient un baccalauréat en histoire et une maîtrise en sciences politiques de l'Université de l'Alberta ainsi qu'un doctorat honorifique en droit de l'Université du Nouveau-Brunswick.

M. Clark, qui a été journaliste et conseiller politique avant de se lancer en politique, a été élu pour la première fois à la Chambre des communes aux élections de 1972. Il y a été réélu en 1974, 1979, 1980 et 1984. Il est devenu Chef du Parti progressiste-conservateur le 22 février 1976 et a mené son parti à la victoire aux élections du 22 mai 1979. Il a été assermenté comme Premier ministre le 4 juin. Son gouvernement a été défait aux élections du 18 février 1980.

Le 17 septembre 1984, M. Clark est nommé secrétaire d'État aux Affaires extérieures dans le nouveau gouvernement progressiste-conservateur majoritaire. Il est président du Comité du Cabinet chargé de la politique étrangère et de la défense et vice-président du Sous-comité chargé des priorités et de la planification responsable du commerce.

Depuis 1984, M. Clark s'est consacré à élargir le rôle traditionnel du Canada dans la promotion d'un internationalisme constructif et conséquent.

LE MINISTRE DES  
AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
M. SOSUKE UNO

M. Uno est né en août 1922. Appelé sous les drapeaux en 1943, il quitte l'Université de Kobe où il poursuivait des études en commerce. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, il passe deux années dans un camp d'internement en Sibérie, expérience qu'il décrira plus tard dans son premier livre intitulé Domoi Tokyo (Retour à Tokyo).

À 38 ans, après deux mandats à l'Assemblée préfectorale de Shiga, M. Uno est élu pour la première fois à la Chambre des représentants, aux élections générales de 1960. Il participera plus tard aux négociations sur la normalisation des relations entre le Japon et la République de Corée.



À partir de 1970, M. Uno occupe de nombreuses fonctions dont celles de vice-président de la Commission de recherche du Parti libéral démocrate (PLD) chargée d'étudier le régime fiscal, de sous-secrétaire général du PLD, de directeur général de l'Agence de défense, de directeur général de l'Agence des sciences et de la technologie et de directeur général de l'Agence de gestion administrative.

En 1983, M. Uno devient ministre du Commerce extérieur et de l'Industrie, et il est nommé ministre des Affaires étrangères en 1987.

M. Uno a publié deux recueils de poésie et il est l'auteur de deux livres sur l'histoire de sa région natale. Il s'adonne à la peinture à l'huile et joue du piano et de l'harmonica. Il est cinquième dan de Kendo (escrime japonaise).

M. Uno et son épouse Hiroko ont deux filles et quatre petits-enfants.

## RELATIONS CANADA-JAPON

Le Japon est une des grandes puissances économiques et assume un rôle international proportionnel à son importance économique. Le Japon présente d'importants débouchés et défis pour le Canada.

Le Canada a sensiblement élargi ses consultations et sa coopération avec le Japon, en raison du rôle accru de ce pays sur la scène internationale. Il existe quelque 22 mécanismes consultatifs qui comprennent les consultations annuelles des ministres des Affaires étrangères, les travaux de la Commission économique mixte, les consultations financières, les pourparlers sur la planification des politiques et les réunions sectorielles sur les pêches, l'agriculture, la transformation des ressources, la coopération industrielle, etc. Des consultations sur le contrôle des armements et le désarmement, le terrorisme international et le logement sont aussi prévus dans les prochains mois. En matière économique, le Japon joue un rôle de premier plan dans presque tous les grands organismes internationaux.

En novembre 1986, le gouvernement canadien a adopté une stratégie visant à orienter et à coordonner les efforts des provinces, du monde des affaires et des milieux syndicaux pour promouvoir leurs intérêts au Japon. Cette stratégie comporte un plan d'action axé sur l'établissement de contacts politiques plus étroits aux niveaux des gouvernements et des parlements afin de mieux cerner les intérêts communs des deux pays aux chapitres de la sécurité régionale, de la stabilité économique et de la paix mondiale, et les possibilités de créer au Canada un climat propice à l'investissement japonais, d'accroître l'activité des marchés financiers, d'intensifier l'acquisition et la mise au point de nouvelles technologies ainsi que la coopération industrielle, d'utiliser les négociations commerciales multilatérales pour promouvoir les intérêts du Canada, d'encourager une participation plus active et mieux concentrée des dirigeants des provinces, du monde des affaires et des milieux syndicaux à la réalisation d'objectifs particuliers du Canada avec le Japon, et de promouvoir le tourisme.

Le Canada maintient avec le Japon de nombreux liens parlementaires, culturels et universitaires qui favorisent un rapprochement prometteur avec ce pays.

Notre excédent commercial de longue date avec le Japon s'est transformé en un déficit de 1,7 milliard \$CAN en 1986; un déficit beaucoup moins important est prévu pour 1987. En 1985, le Japon a supplanté le Canada au premier rang des exportateurs aux États-Unis. La part du PIB japonais qui dépend du commerce extérieur est cependant deux fois moindre que la part équivalente du PIB canadien.



Le Japon est notre plus important débouché extérieur après les États-Unis (ventes de 5,9 milliards \$CAN en 1986), nos exportations étant surtout composées de produits énergétiques (charbon), de minéraux et de produits agricoles, halieutiques et forestiers. En 1986, 5,5 p. cent seulement de l'ensemble de nos exportations au Japon se composaient de produits industriels finis et de biens de consommation. À cause de l'intensification de la concurrence et de ses énormes excédents commerciaux avec les États-Unis, le Japon est amené de plus en plus, afin de corriger ce déséquilibre, à acheter ses matières premières essentielles ailleurs qu'au Canada et chez ses autres fournisseurs habituels.

Le Canada jouit déjà d'un large accès au marché américain (80 p. cent de nos produits y sont admis en franchise) et devrait par conséquent être perçu comme un pays attrayant pour les investisseurs. L'Accord de libre-échange protège et élargit cet accès. Actuellement, l'écart entre la valeur relativement modeste des investissements japonais sous forme de participation et la valeur des investissements de portefeuille dans les obligations canadiennes réalisés par les investisseurs institutionnels japonais est disproportionné. Les avoirs étrangers de plusieurs grandes compagnies d'assurance et de gestion de fonds de pension du Japon sont constitués à plus de 40 p. cent de titres libellés en dollars canadiens.

Le Japon est présentement à l'avant-garde de l'innovation technologique et de ses applications, notamment en micro-électronique et dans la conception et la mise au point de nouveaux matériaux et d'équipements hautement perfectionnés de production. Le Japon, qui était auparavant un importateur de technologie, se transforme rapidement en fournisseur. L'Accord de coopération industrielle Canada-Japon de 1985 et l'Accord de coopération scientifique et technologique de 1986 ont amené le Canada à accorder plus d'attention à la coopération avec le Japon et à y affecter plus de ressources.

#### **Toile de fond de la visite du Premier ministre Takeshita au Canada**

L'économie mondiale traverse présentement une période difficile où l'instabilité des marchés monétaires, la distortion des balances commerciales, les politiques budgétaires des gouvernements, les barrières commerciales (particulièrement celles qui touchent les produits agricoles) et les questions d'endettement deviennent de plus en plus préoccupantes, et il est particulièrement important que les pays unissent leurs efforts pour apporter des solutions à ces problèmes.

Pour cette raison, et dans l'optique des efforts constants du Canada et du Japon pour raffermir leurs relations, la visite du nouveau premier ministre du Japon arrive à un moment propice. Sa présence à Toronto nous offre la possibilité de définir des moyens d'accroître nos liens bilatéraux dans les domaines du commerce, de l'investissement, des sciences et de la technologie et de raffermir nos relations sur le plan culturel. Les premiers ministres Mulroney et Takeshita auront l'occasion de faire le point sur d'importantes questions économiques internationales, y compris celles dont il sera discuté au Sommet de Toronto, et de s'entretenir de questions aussi vitales que les négociations commerciales multilatérales de la Ronde Uruguay, la dette et le protectionnisme agricole.

JAPON - FICHE DOCUMENTAIRE

Régime de gouvernement: Monarchie constitutionnelle  
Chef d'État: L'Empereur Hirohito  
Chef de gouvernement: Le Premier ministre Noboru Takeshita  
Ministre des Affaires étrangères: Sosuke Uno  
Ministre du Commerce international et de l'Industrie: Hajime Tamura  
Superficie: 378 000 km<sup>2</sup>  
Population: 121,4 millions (taux d'accroissement annuel de 0,54 % en 1987)  
PNB: 2 743 milliards \$CAN (1986)  
3 053 milliards \$CAN (estimation - 1987)  
prévision pour 1988: croissance de 3,7 % - 4,0 %  
PNB par habitant: 22 594 \$CAN (1986)  
25 148 \$CAN (estimation - 1987)  
PIB: 2 719 milliards \$CAN (1986)  
PIB par habitant: 22 393 \$CAN (estimation - 1986)  
Taux d'inflation: 0,4 % (écart d'une année sur l'autre, août 1987)  
Taux de chômage: 2,8 % (août 1987)  
Excédent au compte courant: 80 milliards \$CAN (1985)  
111,8 milliards \$CAN (1986)  
56,6 milliards \$CAN (estimation - première moitié de l'année 1987)

Principaux débouchés extérieurs du Japon (1986 en milliards \$CAN):

États-Unis	104,5	Hong Kong	9,2
RFA	13,5	R.-U.	8,5
Corée du Sud	13,5	Canada	7,6
Chine	12,7	Australie	6,7
Taiwan	10,1	Singapour	5,8

**Principaux fournisseurs du Japon (1986 en milliards \$CAN):**

États-Unis	37,7	Arabie Saoudite	6,7
Indonésie	9,4	Canada	5,9
Australie	8,9	Taiwan	5,7
Chine	7,2	RFA	5,2
Corée du Sud	6,7	Malaisie	4,9

**Commerce Japon-Canada (1986):**

Exportations japonaises: 7,6 milliards \$CAN  
(produits automobiles, téléviseurs, articles de photographie, machines de bureau)

Importations japonaises: 5,9 milliards \$CAN  
(charbon, canola, pâte de bois, bois d'oeuvre)

**Investissements Japon-Canada (1986):**

Investissements japonais directs: 2 milliards \$CAN  
(2,0 % de tous les investissements étrangers directs du Japon)  
investissements de portefeuille: plus de 30 milliards \$CAN

Investissements canadiens au Japon: 160 millions \$CAN

CANADA - FICHE DOCUMENTAIRE

Régime de gouvernement: Monarchie constitutionnelle

Chef d'État: La Reine, représentée par  
Le Gouverneur général Jeanne Sauvé

Chef de gouvernement: Le Premier ministre Brian Mulroney

Secrétaire d'État aux  
Affaires extérieures: Joe Clark

Ministre du  
Commerce extérieur: Pat Carney

Ministre des Finances: Michael Wilson

Superficie: 9 970 610 km<sup>2</sup>

Population: 25,7 millions d'habitants

PNB: 488 790 milliards \$CAN (1986)

PNB par habitant: 18 990 \$CAN (1986)

PIB: 509,9 milliards \$CAN (1986)  
547,2 milliards \$CAN  
(Total en dollars  
courants annualisés  
sur la base du deuxième  
trimestre de 1987)

PIB par habitant: 19 503 \$CAN (1986)  
21 291 \$CAN (estimation - 1987)

Taux d'inflation: 4,7 % (écart d'une année sur l'autre,  
août 1987)

Taux de chômage: 8,1 % en août 1987

Déficit au  
compte courant: 8 milliards \$CAN (Deuxième  
trimestre de 1987)

Valeur du commerce extérieur par habitant (\$US):		Canada	Japon
Valeurs du commerce 1983-1985	importations:	3 000	1 090
	exportations:	3 411	1 368
Dépendance à l'égard du commerce:			
(valeurs du commerce dans le PNB)	importations:	24,5 %	9,8 %
	exportations:	27,8 %	13,2 %

## RELATIONS COMMERCIALES ET ÉCONOMIQUES CANADA-JAPON

Dans les dix dernières années, le commerce entre le Canada et le Japon a quadruplé. Le Japon est maintenant notre plus important débouché outre-mer. En 1986, les échanges bilatéraux ont atteint 13,5 milliards \$CAN (contre 11,8 milliards \$CAN en 1985). Le Japon continue d'offrir un grand potentiel comme partenaire économique du Canada, compte tenu surtout de l'intérêt croissant que nous portons aux marchés des pays de la bordure du Pacifique. Le Japon étant devenu une grande puissance industrielle et commerciale, les possibilités d'y étendre nos activités commerciales, d'y promouvoir l'investissement au Canada et d'y acquérir de nouvelles technologies sont considérables et représentent donc d'importants défis pour notre pays.

Après avoir affiché un excédent dans ses échanges commerciaux avec le Japon de 1973 à 1981, le Canada a enregistré un déficit de 80 millions \$CAN en 1982. Ce déficit a grimpé à 368 millions \$CAN en 1985 et à 1,7 milliard \$CAN en 1986. D'après les statistiques sur le commerce bilatéral entre janvier et septembre 1987, notre déficit avec le Japon en 1987 devrait être moins élevé qu'en 1986. Bien que le commerce bilatéral entre janvier et septembre 1986 ait été de 1,1 milliard \$CAN en faveur du Japon, la situation s'est améliorée pendant la même période de 1987, pour laquelle le Canada a enregistré un déficit de 600 millions \$CAN. Afin de corriger certains déséquilibres dans ses échanges commerciaux avec ses principaux partenaires, le Japon a pris certaines mesures bien accueillies pour libéraliser son marché intérieur et stimuler la demande nationale. La marge de croissance du marché japonais dans divers secteurs, dont celui du logement, conjuguée aux engagements pris par le gouvernement japonais de libéraliser son régime d'importation, devrait offrir de nouveaux débouchés lucratifs à nombre de nos industries d'exportation.

Nos exportations devraient également profiter des signes de reprise économique qui se manifestent au Japon. Le pays s'ajuste bien aux réévaluations qu'a subies le yen pendant l'année. Il semble que les bénéfices avant imposition (non consolidés) des grandes entreprises japonaises pour 1987 s'accroîtront pour la première fois en trois ans, conséquence d'une progression de la demande intérieure et de la consommation personnelle due à une reprise économique soutenue. Il est à prévoir également que le rythme de croissance corrigé du taux d'inflation de l'économie japonaise s'accélérera en 1988.

Les exportations du Canada au Japon en 1986 étaient constituées surtout de matières premières (45 p. cent de charbon

et de métaux non-ferreux) et de demi-produits (29 p. cent de bois d'oeuvre, de papier, de produits pétrochimiques et de lingots d'aluminium), reflétant ainsi la composition de l'ensemble des importations japonaises de toutes provenances. Les produits de l'agriculture et la pêche, y compris les aliments transformés et les boissons, ont compté pour 20 p. cent de nos exportations au Japon en 1986, les produits finis et les biens de consommation comptant pour 5,5 p. cent. À la fin de 1986, le Canada se classait au huitième rang des fournisseurs du Japon. Dans les années à venir, le gouvernement et les gens d'affaires du Canada intensifieront leurs efforts pour accroître les importations japonaises en provenance du Canada. En 1987, les gens d'affaires canadiens ont continué de tirer pleinement avantage des changements survenus dans l'économie japonaise pour maximiser leurs débouchés commerciaux.

La stratégie globale du gouvernement canadien vise à créer une interaction de plus en plus grande et fréquente entre nos deux pays en vue d'atteindre des objectifs commerciaux mutuellement avantageux. Le Canada vise surtout à protéger et élargir sa part du marché des matières premières au Japon, à accroître ses ventes de produits à valeur ajoutée et d'articles entièrement manufacturés et à améliorer l'accès des produits forestiers, agricoles et halieutiques canadiens aux marchés japonais. La Stratégie vise en outre à nous donner accès aux technologies de production et procédés de fabrication japonais et à stimuler les investissements japonais dans l'industrie manufacturière canadienne. En ce qui concerne ce dernier objectif, on s'entend généralement pour dire que l'Accord de libre-échange canado-américain encouragera les investissements japonais au Canada en raison de l'accès accru qu'il nous donnera au marché américain.

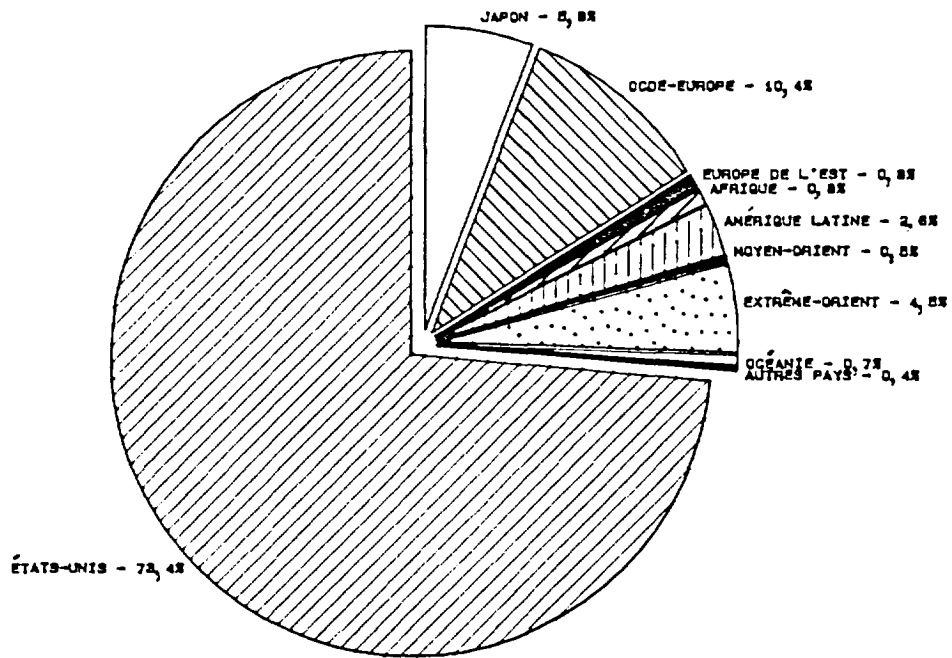
Le Canada et le Japon ont créé de nombreux mécanismes de consultation. Sous la présidence de M. David Culver, président-directeur général d'ALCAN Aluminium Ltée, le Comité de coopération des gens d'affaires Canada-Japon, qui regroupe des cadres supérieurs de grandes sociétés des deux pays, s'emploie à établir une plus grande interaction entre nos secteurs privés respectifs. À sa réunion de mai dernier à Vancouver, le Comité a accueilli le plus grand nombre (611) de personnes à assister à une de ses assemblées depuis sa création, il y a dix ans. La Commission économique mixte Canada-Japon tient chaque année une réunion au niveau des sous-ministres afin de coordonner les relations commerciales et technologiques entre les deux pays. La Commission a tenu sa septième réunion à Ottawa en avril 1987. Les participants des deux pays y ont noté les progrès impressionnants qui ont contribué à renforcer nos relations économiques bilatérales ces dernières années. La Commission s'est particulièrement intéressée aux constatations positives que



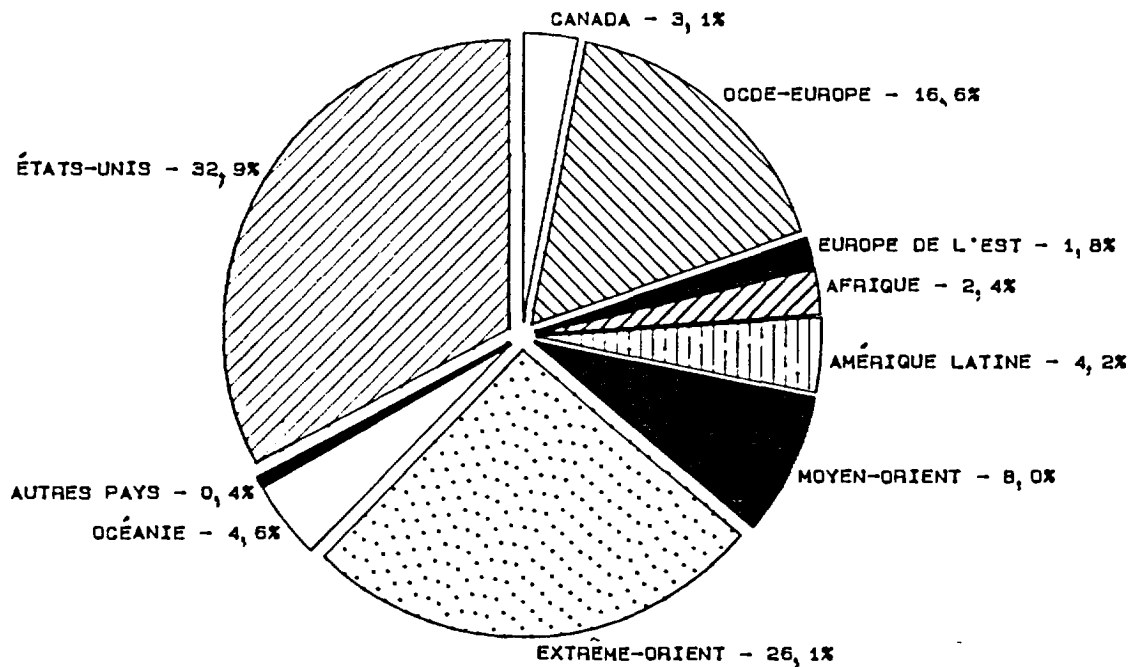
la Mission économique japonaise de 1986 (rapport Kanao) a faites au sujet des conditions d'investissement au Canada, et à l'accroissement des investissements japonais au Canada.

D'autres consultations économiques ont eu lieu en 1986 dans le cadre des visites que se sont échangées les premiers ministres Brian Mulroney et Yasuhiro Nakasone. Les rencontres de ce genre favorisent une meilleure compréhension des objectifs économiques de l'autre pays. On espère que la visite au Canada du Premier ministre Noboru Takeshita produira le même genre de résultats. Les deux pays ont intérêt à collaborer afin d'améliorer leurs relations bilatérales et de contribuer à la recherche de solutions aux grands problèmes commerciaux qui perturbent l'ordre économique mondial.

### RÉPARTITION DU COMMERCE TOTAL DU CANADA PAR RÉGION DU MONDE - 1986

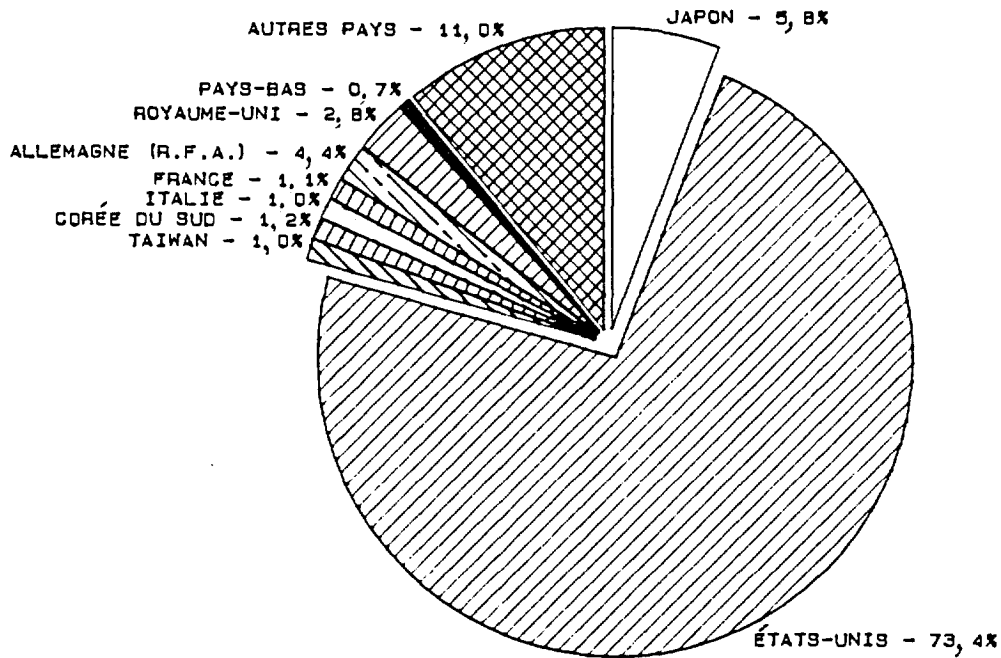


### RÉPARTITION DU COMMERCE TOTAL DU JAPON PAR RÉGION DU MONDE - 1986

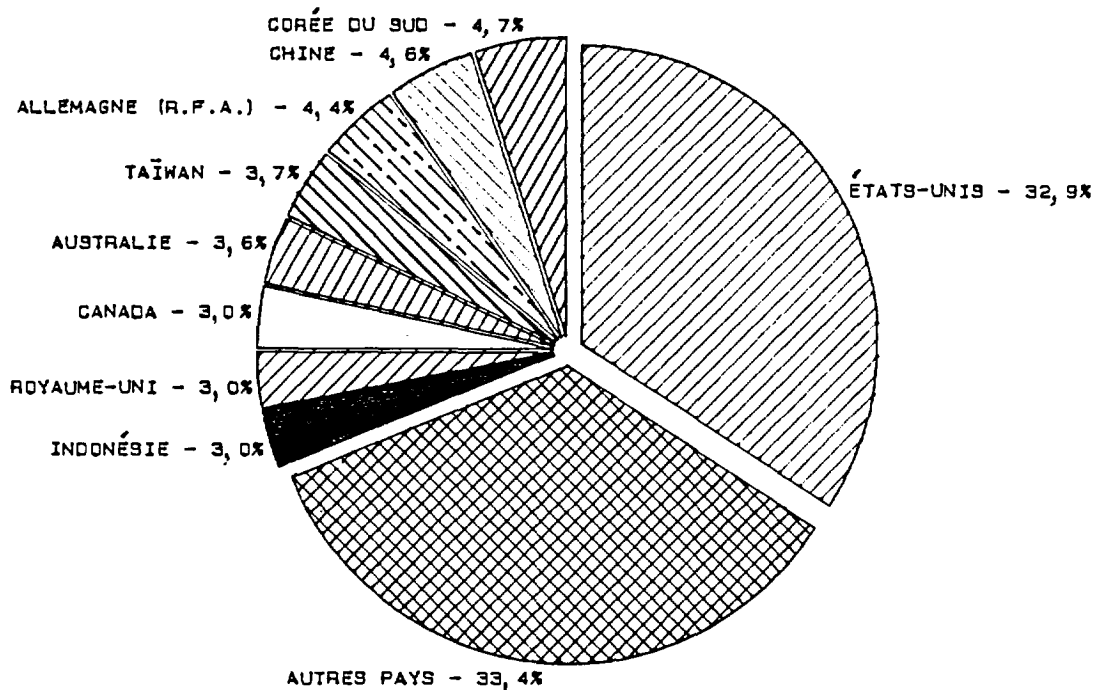


SOURCE:  
MINISTÈRE DE AFFAIRES EXTÉRIEURES  
DIRECTION DE L'ANALYSE ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE;  
OCDE STATISTIQUES MENSUELLES DU COMMERCE EXTÉRIEUR.

### RÉPARTITION DU COMMERCE TOTAL DU CANADA PAR PAYS - 1986



### RÉPARTITION DU COMMERCE TOTAL DU JAPON PAR PAYS - 1986

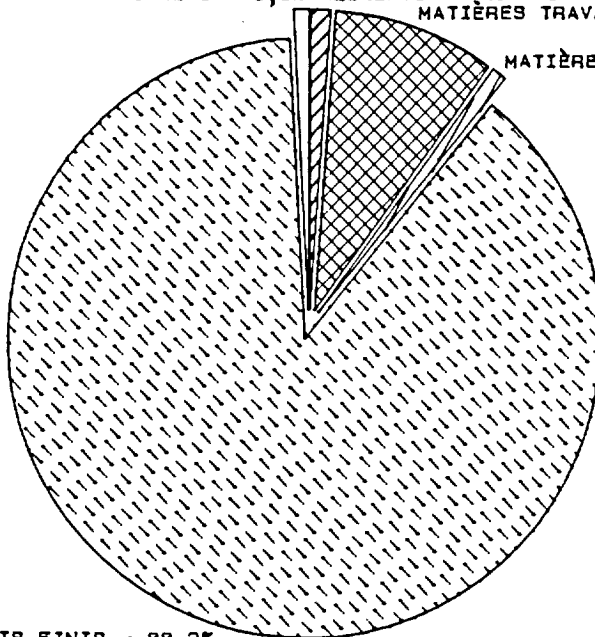


SOURCE:  
MINISTÈRE DE AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
DIRECTION DE L'ANALYSE ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE.

IMPORTATIONS CANADIENNES EN PROVENANCE DU JAPON  
PAR CATEGORIE - 1986

TRANSACTIONS SPECIALES - 0,9% ALIMENTS - PROVENDES - BOISSONS - 1,1%  
MATIERES TRAVAILLEES - 9,0%

MATIERES BRUTES - 0,8%



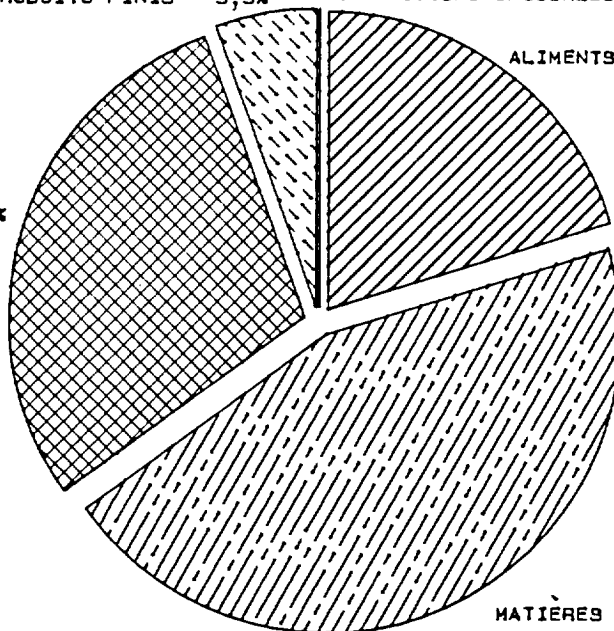
PRODUITS FINIS - 88,2%

EXPORTATIONS DU CANADA VERS LE JAPON  
PAR CATEGORIE - 1986

PRODUITS FINIS - 5,5% TRANSACTIONS SPECIALES - 0,1%

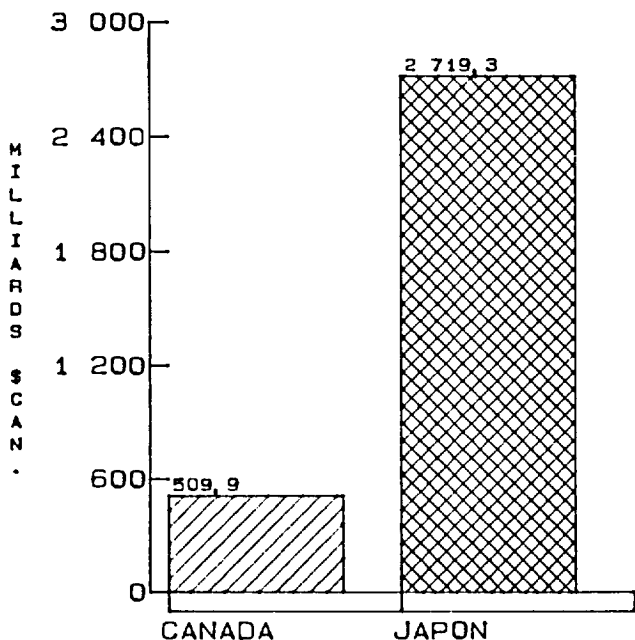
ALIMENTS - PROVENDES - BOISSONS - 20,1%

MATIERES TRAVAILLEES - 29,5%

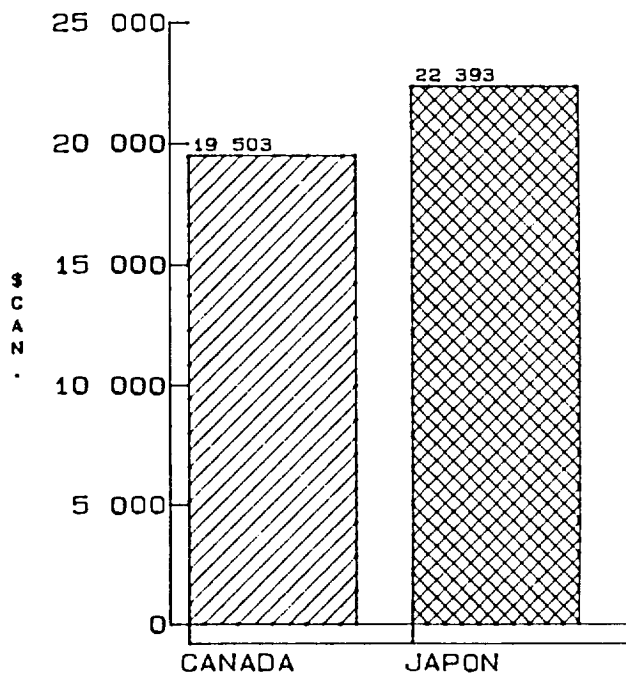


MATIERES BRUTES - 44,8%

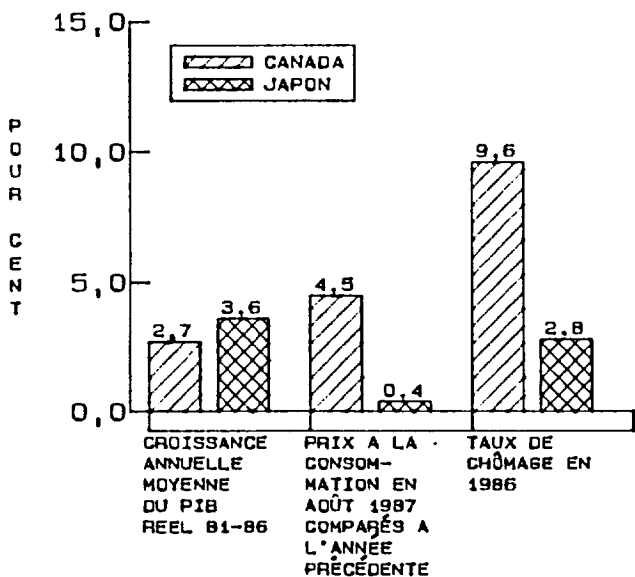
INDICATEURS ÉCONOMIQUES  
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (1986)



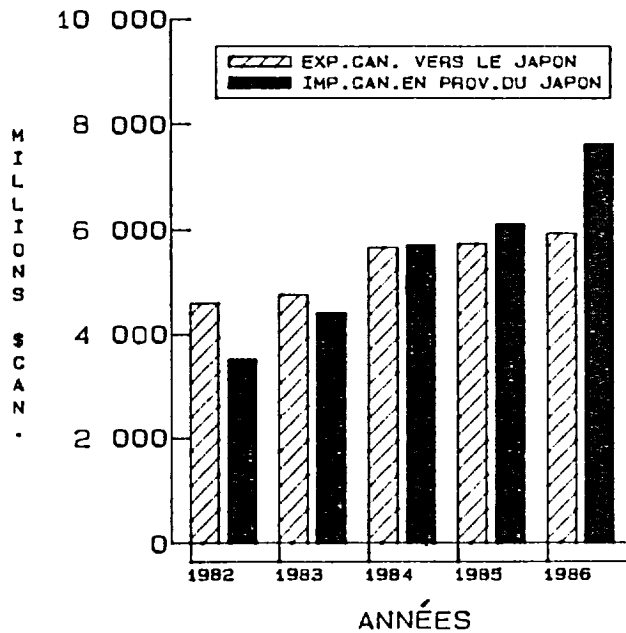
PIB PAR HABITANT (1986)



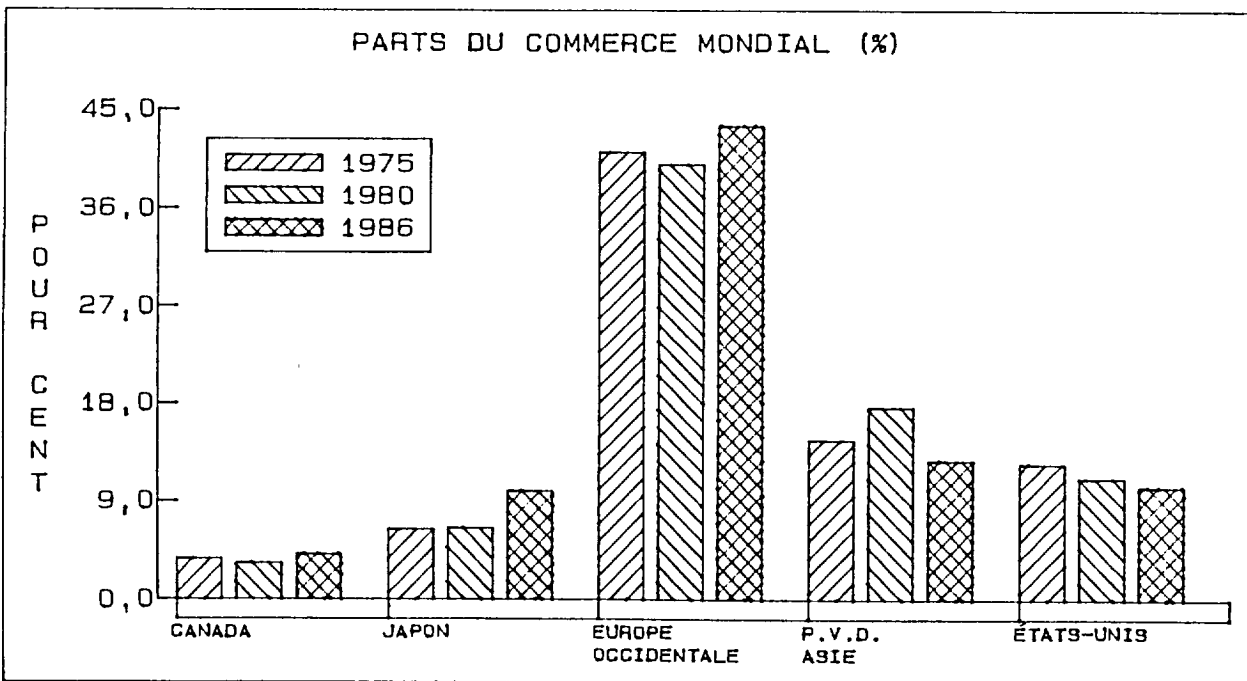
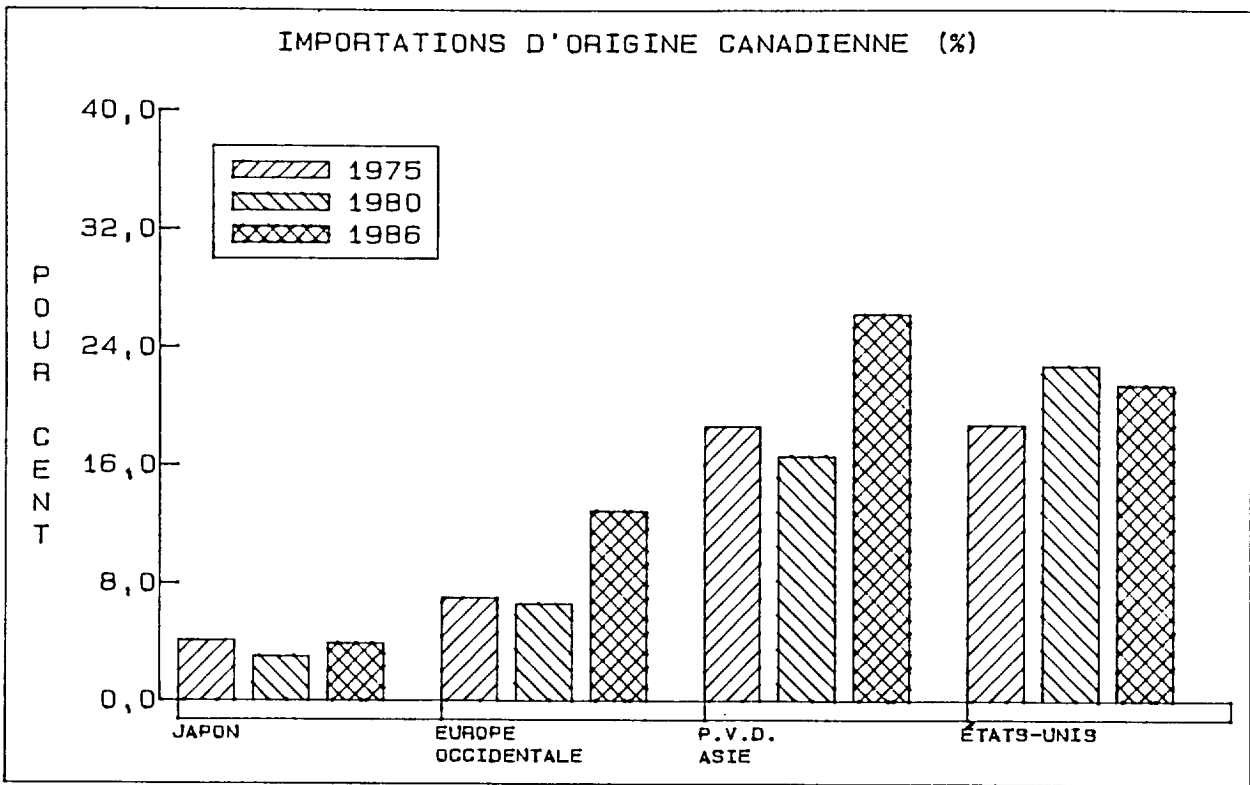
STATISTIQUES COMPARATIVES



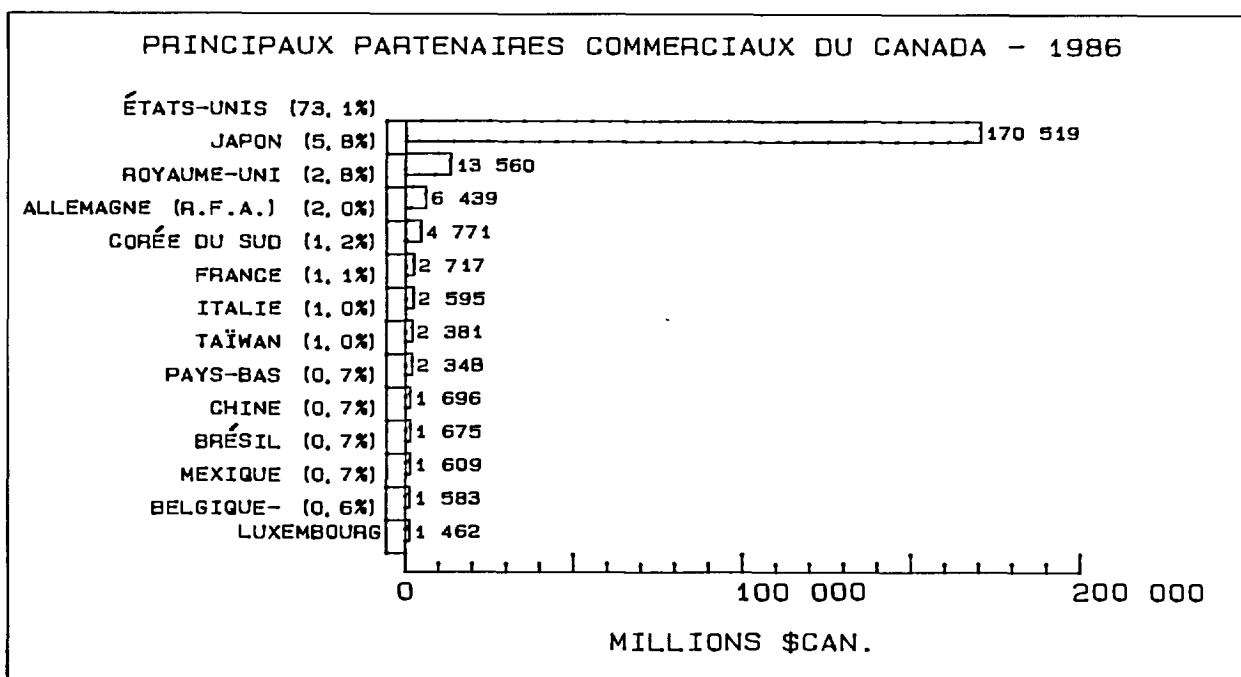
COMMERCE ENTRE LE CANADA  
ET LE JAPON (1982 - 1986)



SOURCE:  
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES  
DIRECTION DE L'ANALYSE ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE



SOURCE:  
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
DIRECTION DE L'ANALYSE ÉCONOMIQUE ET COMMERCIAL.



SOURCE:  
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES  
DIRECTION DE L'ANALYSE ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE.

## RELATIONS EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENTS ET DE FINANCES

### Investissements

Le Canada est présentement en excellente position pour resserrer et accroître sa coopération avec le Japon dans le domaine des investissements. En 1986, les investissements directs japonais au Canada se sont chiffrés à plus de 2 milliards \$CAN, et les investissements de portefeuille à plus de 30 milliards \$CAN. Ces investissements sont bien accueillis -- et encouragés -- au Canada, car ils contribuent à renforcer l'économie canadienne et nos relations avec le Japon.

Le Japon est un important investisseur à l'étranger, où ses grandes firmes pourraient considérablement étendre leurs activités, et il a manifesté le désir d'élargir sa base manufacturière à l'étranger. Les firmes japonaises s'intéressent de plus en plus au Canada dans leurs plans d'établissement d'installations manufacturières sur le marché nord-américain, comme en témoignent les récents investissements des sociétés Honda, Toyota et Suzuki dans des usines d'assemblage d'automobiles en Ontario. Ces développements ont en outre incité leurs fournisseurs de pièces à songer à s'installer à proximité. L'an dernier, les investissements japonais ont été surtout concentrés dans les secteurs de l'électronique, du papier, des pièces automobiles et des composantes industrielles.

Un autre projet d'investissement encourageant est celui de la société Kao Corporation dans une usine de fabrication de disquettes pour ordinateur à Arnprior, en Ontario. La société Oji Paper a récemment annoncé son intention de s'associer avec Canfor pour construire en Colombie-Britannique une usine de fabrication de papier journal dont la production sera écoulée à travers le monde. Les nouvelles dépenses d'équipement pour ce projet pourraient s'élever à un milliard de dollars canadiens.

Les membres de la délégation commerciale japonaise (Mission Kanao) qui a visité le Canada en 1986, après l'adoption de la Loi sur Investissement Canada (en juillet 1985), ont été encouragés par les politiques mises en oeuvre par les gouvernements fédéral et provinciaux pour promouvoir et améliorer les conditions d'investissement au Canada. Ils ont pu constater également que l'économie canadienne était en plein essor et que le Canada avait fait d'énormes progrès dans le domaine technologique, ce qui encouragera les investisseurs japonais à ne plus uniquement investir dans le secteur des ressources. La Mission a rapporté avoir observé de nombreux signes laissant prévoir un élargissement des relations bilatérales qui, axées auparavant sur les achats japonais de ressources canadiennes,



devraient désormais englober des rapports plus diversifiés fondés sur des échanges mutuels couvrant l'ensemble du secteur manufacturier.

La sécurité d'accès aux marchés a toujours été une importante considération dans les décisions des firmes japonaises de s'implanter en Amérique du Nord. L'élargissement de l'accès du Canada au vaste marché américain grâce à l'Accord de libre-échange aura une grande incidence sur l'évolution des investissements japonais au Canada, qui demeurera un lieu d'investissement intéressant pour les Japonais en raison de la disponibilité des ressources, du faible prix de l'énergie, des coûts de main-d'oeuvre concurrentiels, de la productivité, de la qualité de vie et de la proximité du marché américain.

### Relations financières

Les relations financières entre le Canada et le Japon continuent de s'intensifier. Depuis 1984, le Japon revendique le gros des apports nets de capitaux au Canada. Le Japon est depuis 1982 le plus important bailleur de fonds à l'échelle internationale et il est ainsi devenu la première nation créditrice du monde.

Au premier semestre de 1987, les apports nets de capitaux japonais au Canada se sont chiffrés à quelque 4,7 milliards \$CAN (sur un total de 8,1 milliards \$CAN). Le Japon est aussi le plus important acheteur d'obligations -- particulièrement d'obligations du gouvernement du Canada -- sur le marché secondaire canadien, avec des achats nets de 1,6 milliard \$CAN.

Les apports de capitaux japonais ont été encouragés par les écarts relativement importants que présentent les taux d'intérêt pratiqués au Canada, ainsi que par les évaluations favorables qu'ont faites les investisseurs japonais de notre économie. Les émissions en dollars canadiens constituent une part importante des titres en devises étrangères détenus par les grandes compagnies d'assurance et sociétés de placement du Japon.

Depuis 1981, six banques canadiennes (la Banque de Montréal, la Banque de Nouvelle-Écosse, la Banque de commerce canadienne impériale, la Banque nationale, la Banque Toronto-Dominion et la Banque Royale) ont ouvert des succursales à Tokyo. Les quatre grandes maisons canadiennes de courtage -- (Wood Gundy, Richardson Greenshields, McLeod Young Weir et Dominion) ont aussi des bureaux au Japon. Les mesures prises par le Japon pour libéraliser ses relations financières avec d'autres pays comme le Canada et pour faciliter la concurrence dans son secteur financier sont bien accueillies.

Onze banques canadiennes de l'Annexe B appartiennent à des intérêts japonais. Elles comptent pour 11,6 p. cent (4,9 milliards \$CAN) du total de l'actif des banques étrangères opérant au Canada. Ces banques concentrent leurs activités sur le financement d'opérations commerciales, la desserte des filiales canadiennes de sociétés industrielles japonaises et l'octroi de prêts commerciaux à des clients canadiens. Quatre maisons de courtage japonaises -- Nomur, Daiwa, Nikko et Yamaichi -- sont représentées au Canada.

## RELATIONS DANS LE DOMAINE DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

Le Canada et le Japon ont une longue tradition de coopération dans ce domaine, et il existe depuis une dizaine d'années un mécanisme officiel de consultation à ce sujet. Des négociations en vue de la conclusion d'un accord bilatéral ont été entreprises en 1983 pour donner un nouvel élan à cette relation dynamique. Ces négociations ont été fructueuses et nos deux pays ont conclu un accord en mai 1986, pendant la visite du Premier ministre Mulroney au Japon. Cet accord donne un cadre officiel aux efforts entrepris pour étendre les projets conjoints de recherche et de développement à une vaste gamme de technologies destinées à des utilisations pacifiques.

Comme le prévoyait l'Accord, la première réunion de la "Commission mixte" s'est tenue à Vancouver à l'automne de 1986. Quelque 75 projets déjà en cours ont été assujettis à l'Accord, et huit nouvelles propositions ont été approuvées. Les efforts de collaboration portent sur une multitude de domaines allant de l'agriculture aux sciences spatiales en passant par le développement du laser.

L'Accord est considéré comme un moyen utile d'orienter les relations scientifiques canado-japonaises dans le sens du développement conjoint de technologies. Le rôle international de plus en plus important du Japon dans le développement des sciences et de la technologie nous incite encore davantage à resserrer notre coopération avec ce pays. Le Programme de sensibilisation et d'adaptation aux nouvelles technologies mises sur pied par le gouvernement canadien en est un exemple parmi d'autres. Ce programme a servi à financer un certain nombre d'importantes missions industrielles au Japon; ces missions, organisées ces deux dernières années dans des secteurs d'importance stratégique, avaient pour objectif de diffuser dans l'ensemble du Canada les connaissances technologiques mutuellement acquises. Le Programme d'apports technologiques (PAT) du ministère des Affaires extérieures est également fortement axé sur le Japon.

Dans son rapport sur sa visite au Canada en 1986, la Mission Kanao accueillait favorablement la politique du Canada de concentrer une grande partie de ses efforts sur le développement de technologies de pointe. Étant donné le fort potentiel des deux pays dans ce domaine, la Mission prédit une plus grande coopération entre les deux pays sous forme d'échanges de technologies ou d'efforts conjoints d'innovation technologique.

Tout comme les Canadiens ont constaté le succès considérable des initiatives japonaises dans le domaine des

sciences et de la technologie, les Japonais ont été favorablement impressionnés par la technologie canadienne, surtout aux plans des techniques spatiales, des communications, des logiciels d'ordinateurs, du transport urbain, de l'environnement, des services médicaux et de la transformation des produits agricoles et énergétiques. Les deux pays s'inspireront de leurs complémentarités pour forger une relation encore plus forte dans ce domaine dans les années à venir.

## LE SOMMET ÉCONOMIQUE DE TORONTO, JUIN 1988

### Contexte

Du 19 au 21 juin prochain, le Canada sera l'hôte du 14<sup>e</sup> Sommet économique. Le Premier ministre Mulroney accueillera alors à Toronto les dirigeants des six autres grandes démocraties industrielles -- France, République fédérale d'Allemagne, Italie, Japon, Royaume-Uni, États-Unis d'Amérique, -- ainsi que le président de la Commission des Communautés européennes.

Les sommets économiques ont lieu chaque année depuis 1975 (le Canada et la Communauté européenne y ont participé pour la première fois en 1976 et 1977 respectivement). Le premier sommet économique a été tenu à Rambouillet, près de Paris, sur l'invitation du Président de la France. Le Sommet économique n'a aucun siège ou secrétariat permanent. Les sommets se tiennent dans chaque pays membre, et leur organisation est confiée au pays hôte. Les sommets précédents ont été tenus à Rambouillet (1975), Porto Rico (1976), Londres (1977), Bonn (1978), Tokyo (1979), Venise (1980), Ottawa/Montebello (1981), Versailles (1982), Williamsburg (1983), Londres (1984), Bonn (1985), Tokyo (1986) et Venise (1987).

L'objectif initial de ces réunions était de permettre aux dirigeants de discuter de questions économiques en dehors du cadre institutionnel habituel, à la manière du groupe de ministres des Finances qui s'est réuni pour la première fois en 1973 dans la bibliothèque de la Maison Blanche pour discuter des problèmes économiques internationaux qu'entraînait alors le démantèlement du système de parités fixes de Bretton Woods. Les sommets économiques ont toujours eu pour objectif de favoriser les contacts personnels entre les dirigeants de manière à faciliter les progrès sur les questions d'intérêt international. Ces réunions rassemblent les dirigeants des principales démocraties en un groupe assez fort pour exercer une influence importante sur les grands développements politiques et économiques internationaux, et assez restreint pour permettre des discussions franches et directes.

Ces réunions annuelles sont les éléments les plus visibles d'un processus vaste et complexe de consultation et de coopération internationales dans la gestion de l'économie mondiale. Les sommets sont étroitement liés aux travaux effectués dans d'autres instances internationales, y compris le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et le groupe des sept ministres des Finances. L'objectif

des sommets a toujours été de mettre en place des politiques macroéconomiques susceptibles de promouvoir une croissance équilibrée. Les sommets économiques ne sont pas des instances de prise de décisions, mais ils ont permis aux dirigeants des démocraties industrielles de mieux mesurer l'interdépendance de leurs économies, de mieux s'entendre sur diverses questions importantes, de chercher ensemble des solutions plus efficaces aux problèmes économiques et, au besoin, d'adopter de nouvelles politiques communes.

Tous les sommets économiques ont mis en évidence le haut degré d'interrelation des problèmes mondiaux. La croissance économique, l'emploi, l'inflation, l'énergie, la dette et le maintien d'un environnement commercial libéral sont autant de domaines où se manifeste l'interdépendance de l'économie mondiale. Les participants aux sommets ont toujours reconnu le lien étroit qui existe entre la prospérité des pays industrialisés et celle du monde en développement. Naturellement, l'ordre du jour des sommets varie d'une année à l'autre en fonction des préoccupations les plus pressantes. Bien qu'il s'agisse de rencontres à caractère essentiellement économique, on a pris l'habitude d'y discuter aussi de questions politiques, et des déclarations politiques y sont faites de temps à autre. Il n'y a pas de doute que les grands événements politiques à prévoir en 1988 seront présents à l'esprit des dirigeants réunis à Toronto, mais il est tout aussi certain que les bouleversements récents des marchés boursiers et des taux de change occuperont une grande part des discussions des dirigeants et que les objectifs initiaux des sommets y conserveront ainsi toute leur importance.

La participation du Canada à ces réunions annuelles est extrêmement valable pour nous. Elle assure notre pleine participation à l'orientation des grandes tendances économiques qui ont une énorme importance pour des nations commerçantes comme le Canada, et nous permet de faire entendre nos préoccupations, à divers sujets, comme la nécessité de réduire les barrières au commerce international, de traiter équitablement et humainement les nations désespérément endettées de l'Afrique sub-saharienne ou de chercher des solutions politiques à des problèmes comme l'apartheid ou le désarmement.

### **Le Sommet économique de Toronto**

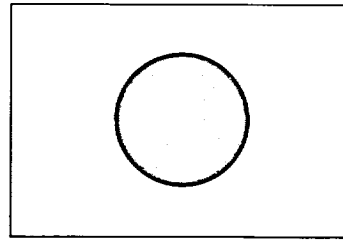
Du 19 au 21 juin 1988, le Premier ministre Mulroney présidera le Sommet économique de Toronto. Les chefs d'État et de gouvernement participants feront le point sur les progrès accomplis depuis le Sommet de Venise au sein des diverses

instances institutionnelles où se définit la politique économique internationale (particulièrement, comme nous l'avons déjà mentionné, le FMI et la BIRD, l'OCDE, le GATT et les réunions occasionnelles des ministres du groupe des Sept). Ils tenteront aussi de faire progresser divers dossiers qui reviennent constamment dans les discussions -- par exemple, la coordination des politiques économiques, le commerce (surtout des produits agricoles), la dette internationale ainsi que les grands développements sociaux auxquels sont confrontés les nations occidentales -- et en aborderont de nouveaux, liés ceux-là à l'évolution de la conjoncture économique et politique d'ici juin prochain.

À titre d'hôte du Sommet économique, le gouvernement du Canada est responsable du programme et de l'organisation matérielle de cette rencontre. M<sup>me</sup> Sylvia Ostry, représentante personnelle du Premier ministre pour les sommets économiques, a été chargée d'établir l'ordre du jour du Sommet en consultation avec les représentants personnels des dirigeants des pays participants et du président de la Communauté européenne. Les questions ayant trait à l'organisation matérielle du Sommet ainsi qu'au logement et à l'accréditation des délégations officielles et des membres de la presse sont la responsabilité du Bureau de gestion des Sommets, que dirige M. J.A. Doucet.

doc  
CA1  
EA  
88V31  
EXF

.b2248207(E)  
.b2248219(F)



# Visit to Canada of the Prime Minister of Japan Noboru Takeshita

---

January 15-16, 1988





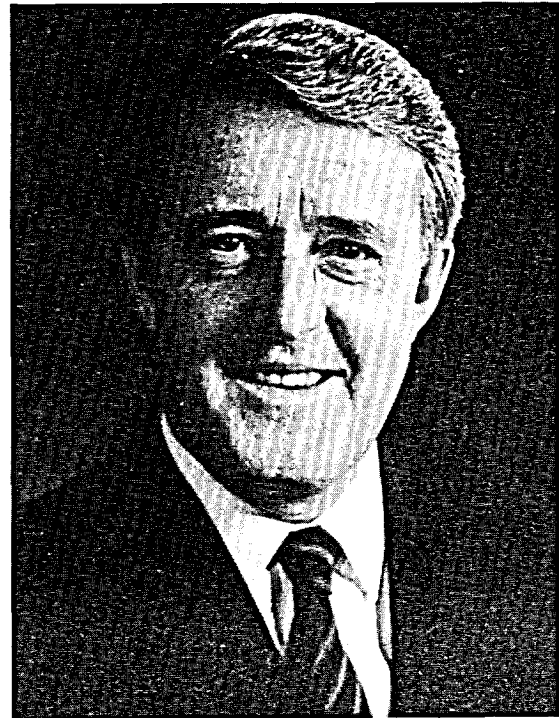
PRIME MINISTER  
BRIAN MULRONEY

Born on March 20, 1939 in Baie Comeau, Quebec, Mr. Mulroney is a lawyer and former corporate executive.

He holds a BA (Honours) in Political Science from St. Francis Xavier University, Antigonish, Nova Scotia and a Bachelor of Laws degree from l'Université Laval in Quebec City.

On June 11, 1983, Mr. Mulroney was elected Leader of the Progressive Conservative Party of Canada.

He subsequently won election to the House of Commons in a by-election on August 29, 1983 in the riding of Central Nova, Nova Scotia.



He won the riding of Manicouagan, Quebec in the General Election of 1984 and led his Party to the largest majority in Canadian parliamentary history.

Mr. Mulroney has been active in public life and community affairs for many years. In May 1974, he was appointed to the Cliche Royal Commission investigating violence in the Quebec construction industry. In 1976, he was a candidate for the leadership of the Progressive Conservative Party of Canada.

Later that year, he joined the Iron Ore Company of Canada as executive vice-president; a year later, he became company president.

He has been active in charitable organizations such as the United Way of Greater Montreal, the Big Brothers Association of Canada, the Quebec Association for the Mentally Retarded, the Canadian Juvenile Diabetes Foundation and the Montreal Heart Fund.

Mr. Mulroney is married to the former Mila Pivnicki; they have four children.

Dept of External Affairs  
Min. des Affaires extérieures

JUN 20 1987

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY  
BIBLIOTHÈQUE & LA BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE

43-753-000

**PRIME MINISTER  
NOBORU TAKESHITA**



Noboru Takeshita was born on February 26, 1924, in a village in Shimane Prefecture in Western Japan. He received his higher education at Waseda University. Toward the end of World War II he was conscripted into the army as a trainee pilot, but he returned to Waseda after the war to complete his studies, graduating from the School of Commerce in 1947.

Takeshita then returned to his hometown as a teacher, and in 1951 he was elected to the Shimane Prefectural Assembly. After serving for seven years, Takeshita won his first election to the House of Representatives in 1958. Takeshita has served in the Diet for 11 consecutive terms (29 years).

In 1971, at the age of 47, Takeshita entered the Cabinet for the first time serving as Chief Cabinet Secretary under Prime Minister Eisaku Sato. He was again appointed Chief Cabinet Secretary in 1974, and later served as Construction Minister. He has served for a total of five terms in the post of Minister of Finance, being appointed for the first time in 1979 and keeping the post from November 1982 to July 1986 under Prime Minister Yasuhiro Nakasone.

From July 1986 to October 1987, Takeshita served as Secretary General of the Liberal Democratic Party (LDP). In July 1987, he became the Leader of the Keiseikai, the largest faction in the LDP. On November 6, 1987, Takeshita was appointed Prime Minister.

During his period in office as Finance Minister, Takeshita strove to achieve fiscal reconstruction, tax reform, and the liberalization and internationalization of Japan's financial markets.

In 1984, Takeshita became the first Japanese to chair the Joint Annual Meeting of the International Monetary Fund and the World Bank. In 1985, he chaired the Group of Ten. In 1986, Takeshita received an Honorary Doctor of Law Degree from Columbia University in recognition of his contribution to the world economy and to fiscal reconstruction in Japan.

Takeshita is the author of six books, and has a deep interest in the fine arts. He plays golf and also holds the rank of fifth dan in Judo. He serves as Chairman of the Japan Yachting Association.

Takeshita and his wife, Naoko, have three daughters and five grandchildren.

SECRETARY OF STATE  
FOR EXTERNAL AFFAIRS  
JOE CLARK



Born in High River, Alberta on June 5, 1939, Mr. Clark holds a BA in History and an MA in Political Science from the University of Alberta, as well as an Honorary Doctor of Laws from the University of New Brunswick.

A former journalist and political advisor, Mr. Clark was first elected to the House of Commons in the general election of 1972. He was re-elected to the House in 1974, 1979, 1980 and 1984.

On February 22, 1976, he was elected Leader of the Progressive Conservative Party of Canada. He was sworn in as Prime Minister on June 4, 1979, following the May 22 general election. His government was defeated at the polls on February 18, 1980.

On September 17, 1984, Mr. Clark was appointed Secretary of State for External Affairs in the new Progressive Conservative majority government. He is Chairman of the Cabinet Committee on Foreign and Defence Policy and Vice-Chairman of the Sub-Committee of the Priorities and Planning Committee on Trade.

Since 1984, Mr. Clark has focused his attention on enhancing Canada's traditional role of promoting consistent and constructive internationalism.

MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS  
SOSUKE UNO

Sosuke Uno was born in August 1922. He left Kobe University of Commerce upon being conscripted into the military in 1943. At the end of World War II, Uno spent two years in an internment camp in Siberia, an experience that he described in his first book Domoi Tokyo (Home to Tokyo).

At 38, Uno won election to the House of Representatives for the first time in the 1960 General Election, after serving two terms in the Shiga Prefectural Assembly. He was involved in the negotiations on the normalization of relations between Japan and the Republic of Korea.

From 1970, Uno served in many capacities, including Deputy Chairman of the LDP Research Commission on the Tax System; LDP Deputy Secretary General; Director General of the Defence Agency; Director General of the Science and Technology Agency; Director General of the Administrative Management Agency.

In 1983, he became Minister of International Trade and Industry, and in 1987 was appointed Minister for Foreign Affairs.

Uno has published two collections of poetry and has written two books on the history of his home region. He paints in oil and also plays the piano and harmonica. He holds the rank of fifth dan in Kendo (Japanese fencing).

Uno and his wife, Hiroko, have two daughters and four grandchildren.



## CANADA-JAPAN RELATIONS

Japan presents important opportunities and challenges for Canada. It is one of the world's leading economic powers and is assuming an international role commensurate with its economic standing.

Canada has expanded markedly its consultation and co-operation with Japan in recognition of that country's increased international role. Some 22 consultative mechanisms exist, including the annual foreign ministers' consultations, the Joint Economic Committee, financial consultations and policy planning talks, and sectoral meetings on fisheries, agriculture, resource processing, industrial cooperation, etc. In the coming months there will be consultations on arms control and disarmament, international terrorism, and housing. In addition, Japan plays a key role in economic issues within most major international organisations.

In November 1986, the Canadian government adopted a Strategy to provide leadership and coordination to assist the provinces, business, and labour in promoting their interests in Japan. It includes a plan of action which involves closer political contacts in government and Parliament to explore such matters as shared interests in regional security, economic stability and global peace; making Canada an attractive destination for Japanese investment; expanding financial market activity; stimulating technology acquisition and development, as well as industrial cooperation; using the multilateral trade negotiations to secure Canadian interests; encouraging greater and more concentrated involvement by provincial, business and labour leaders in pursuit of specific Canadian objectives; and promoting tourism.

Canada maintains a range of parliamentary, cultural and academic links designed to increase awareness and communications with Japan. These represent promising areas for future development.

Canada moved from a long-standing trade surplus with Japan to a deficit of C\$1.7 billion in 1986; a much smaller figure is projected for 1987. In 1985, Japan overtook Canada as the largest exporter to the United States. Yet, Japan is only half as dependent on trade as Canada in terms of GDP (Gross Domestic Product).

Japan is Canada's largest export market after the United States (sales of C\$5.9 billion in 1986) with heavy concentration in energy (coal), minerals, agriculture, fisheries and forest products. Only 5.5 per cent of the total of Canadian exports to Japan in 1986 was in finished industrial and consumer goods. Because of intensifying competition and massive bilateral

trade surpluses with the United States, Japan is under increasing pressure to divert purchases of key commodities away from Canada and other suppliers to help redress the imbalance with the United States.

Canada already enjoys a broad measure of access to the US market (80 per cent enters duty free) and as such should be perceived as an attractive place to invest. The Canada-United States Free Trade Agreement secures and enhances that access. In contrast to the relatively small amount of Japanese equity investment, portfolio investment in Canadian bonds by Japanese institutional investors has been disproportionately high. Several major Japanese investors hold more than 40 per cent of their foreign assets in Canadian dollar securities.

Japan is now in the forefront of technological innovation and application, particularly in new materials, micro-electronics, and advanced manufacturing technologies. Canadians traditionally have looked, not to Japan, but to networks of the United States and Europe for technology. However, Japan rapidly is becoming a provider rather than an extractor of technology. The Canada-Japan Industrial Cooperation Arrangement of 1985 and the Science and Technology Agreement of 1986 have helped focus more Canadian attention and resources on cooperation with Japan.

#### Themes for Prime Minister Takeshita's Visit to Canada

At a time when the world economy is experiencing a series of shocks, when instability in currency markets, distortion in trade balances, government fiscal policies, trade barriers (particularly in agriculture), and debt questions pervade the international agenda, it is especially important for countries to work together toward solutions.

Against this background and in view of the continuing efforts to strengthen the Canada-Japan relationship, the visit by the new Japanese Prime Minister Noboru Takeshita is propitious. His presence in Toronto offers the opportunity to explore increased bilateral links in trade, investment, science and technology, and cultural awareness and communications. Prime Ministers Mulroney and Takeshita will be able to review crucial international economic issues, including those which will be discussed at the Toronto Economic Summit; and address such vital issues as the Uruguay Round of the Multilateral Trade Negotiations (MTN), debt and agricultural protectionism.

JAPAN FACT SHEET

Type of Government	Constitutional Monarchy
Head of State	Emperor Hirohito
Head of Government	Prime Minister Noboru Takeshita
Minister of Foreign Affairs	Sosuke Uno
International Trade and Industry Minister	Hajime Tamura
Area	378,000 km <sup>2</sup>
Population	121.4 million (annual growth rate 0.54% 1987)
GNP	C\$2,743 billion (1986) C\$3,053 billion (1987 estimate) 1988 forecast 3.7%-4.0% growth
GNP Per Capita	C\$22,594 (1986) C\$25,148 (1987 estimate)
GDP	C\$2,719 billion (1986)
GDP Per Capita	C\$22,393 (1986 estimate)
Inflation Rate	0.4% (August 1987 year-to-year change)
Unemployment Rate	2.8% (August 1987)
Current Account Surplus	C\$80 billion (1985) C\$111.8 billion (1986) C\$56.6 billion (estimate for 1987, first half)

Japan's Major Export Markets (1986 C\$ billion)

USA	104.5	Hong Kong	9.2
W. Germany	13.5	UK	8.5
South Korea	13.5	Canada	7.6
China	12.7	Australia	6.7
Taiwan	10.1	Singapore	5.8



**Japan's Major Suppliers of Imports (1986 C\$ billion)**

USA	37.7	Saudi Arabia	6.7
Indonesia	9.4	Canada	5.9
Australia	8.9	Taiwan	5.7
China	7.2	W. Germany	5.2
South Korea	6.7	Malaysia	4.9

**Japan-Canada Trade (1986)**

Japanese exports C\$7.6 billion (automotives, televisions, photographic goods, business machines)

Japanese imports C\$5.9 billion (coal, canola, woodpulp, lumber)

**Japan - Canada Investment (1986)**

Japanese direct investment C\$2.0 billion  
(2% of all Japanese foreign direct investment)  
Portfolio: more than C\$30 billion

Canadian investment in Japan C\$160 million

CANADA FACT SHEET

Type of Government	Constitutional Monarchy		
Head of State	The Queen, represented by Governor General Jeanne Sauvé		
Head of Government	Prime Minister Brian Mulroney		
Secretary of State for External Affairs	Joe Clark		
Minister for International Trade	Pat Carney		
Finance Minister	Michael Wilson		
Area	9,970,610 km <sup>2</sup>		
Population	25.7 million		
GNP	C\$488,790 billion (1986)		
GNP Per Capita	C\$18,990 (1986)		
GDP	C\$509.9 billion (1986)		
	C\$547.2 billion (Total current dollars annualized on basis of second quarter 1987)		
GDP Per Capita	C\$19,503 (1986) C\$21,291 (1987 estimate)		
Inflation Rate	4.7% (year-to-year change Aug. 1987)		
Unemployment Rate	8.1% (Aug. 1987)		
Current Account Deficit	C\$8.0 billion (1987 second quarter)		
Value of Foreign Trade Per Capita (\$US)		Canada	Japan
	imports	3,000	1,090
1983-85 Trade Values	exports	3,411	1,368
Degree of Dependency on Trade			
	imports	24.5%	9.8%
(trade values divided by GNP)	exports	27.8%	13.2%

## CANADA-JAPAN TRADE AND ECONOMIC RELATIONS

Over the past decade, trade between Canada and Japan has quadrupled. Japan is now Canada's largest single overseas market. In 1986, two-way trade reached C\$13.5 billion (up from C\$11.8 billion in 1985). Japan continues to offer great potential as an economic partner for Canada, particularly with our growing emphasis on the Pacific Rim. With the development of Japan into a major industrial and trading power, Canadian business in Japan faces major opportunities and challenges in expanding trade, promoting investment in Canada and acquiring technology.

While Canada enjoyed an uninterrupted trade surplus with Japan from 1973 to 1981, we recorded a deficit of C\$80 million in 1982. This deficit accelerated to C\$368 million in 1985 and C\$1.7 billion in 1986. Based upon trading between Canada and Japan from January to September 1987, the overall Canadian deficit with Japan is expected to be lower in 1987 than in 1986. While bilateral trade from January to September 1986 was C\$1.1 billion in Japan's favour, the situation improved over the same period of 1987 with Canada recording a deficit of C\$600 million. To alleviate some of the large bilateral trade imbalances between Japan and her principal trading partners, Japan took welcome steps to liberalize her domestic market and stimulate domestic demand. The room for growth in Japanese consumption in the social goods sectors such as housing, combined with Japanese government undertakings to liberalize its import regime, should offer new and lucrative export opportunities to many Canadian industries.

The Canadian export performance should also benefit from signs of an ongoing economic recovery in Japan. Japan is adjusting well to the revaluations of the yen. There are indications that major Japanese firms will boost their unconsolidated pretax profits in 1987, the first increase in three years. Such an increase reflects a rise in domestic demand and personal consumption amid a steady economic recovery. There are also signs that the Japanese economy will quicken its inflation-adjusted growth pace in 1988.

Closely reflecting the composition of Japanese total imports from all sources, Canadian exports to Japan in 1986 were primarily concentrated in basic resource materials (45 per cent coal and non-ferrous metals) and fabricated materials (29 per cent lumber, paper, petrochemicals, aluminum ingots). Agriculture and fishery products, including processed foods and beverages, accounted for 20 per cent of Canada's exports to Japan in 1986, with finished industrial and consumer goods accounting for 5.5 per cent. At the end of 1986, Canada ranked eighth as a

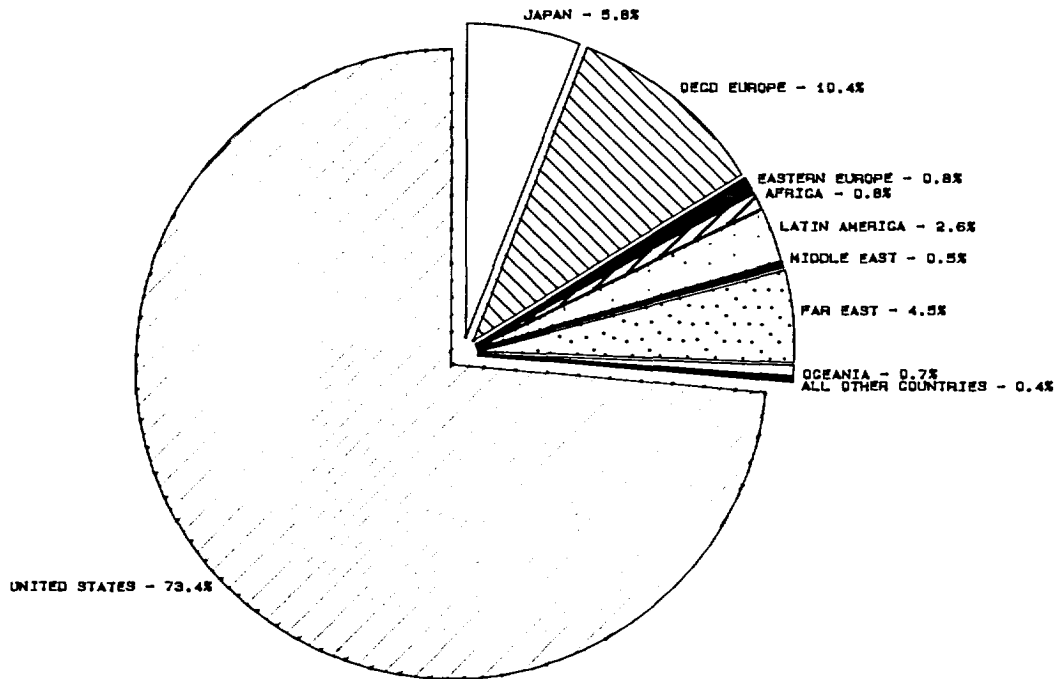
source of imports to Japan. In the coming years, Canadian government and business will increase efforts to become an even more important source of Japanese imports. In 1987, Canadian business has continued to take full advantage of the changes in the Japanese economy in order to maximize trading opportunities.

Our government's comprehensive Strategy for relations with Japan seeks to ensure greater and more frequent interaction between our countries, so that we may pursue mutually beneficial trade goals. In particular, Canada aims to protect and expand her market share of resource products to Japan, increase sales of Canadian value-added products and fully manufactured goods, and improve access to Japanese markets in forestry, agricultural and fish products. In addition, the Strategy envisions Canadian industry having access to Japanese production and product technologies, and stimulating Japanese investment in Canadian manufacturing. With respect to the latter goal, it is believed that the Canada-United States Free Trade Agreement will encourage Japanese investment here because of our enhanced access to the United States market.

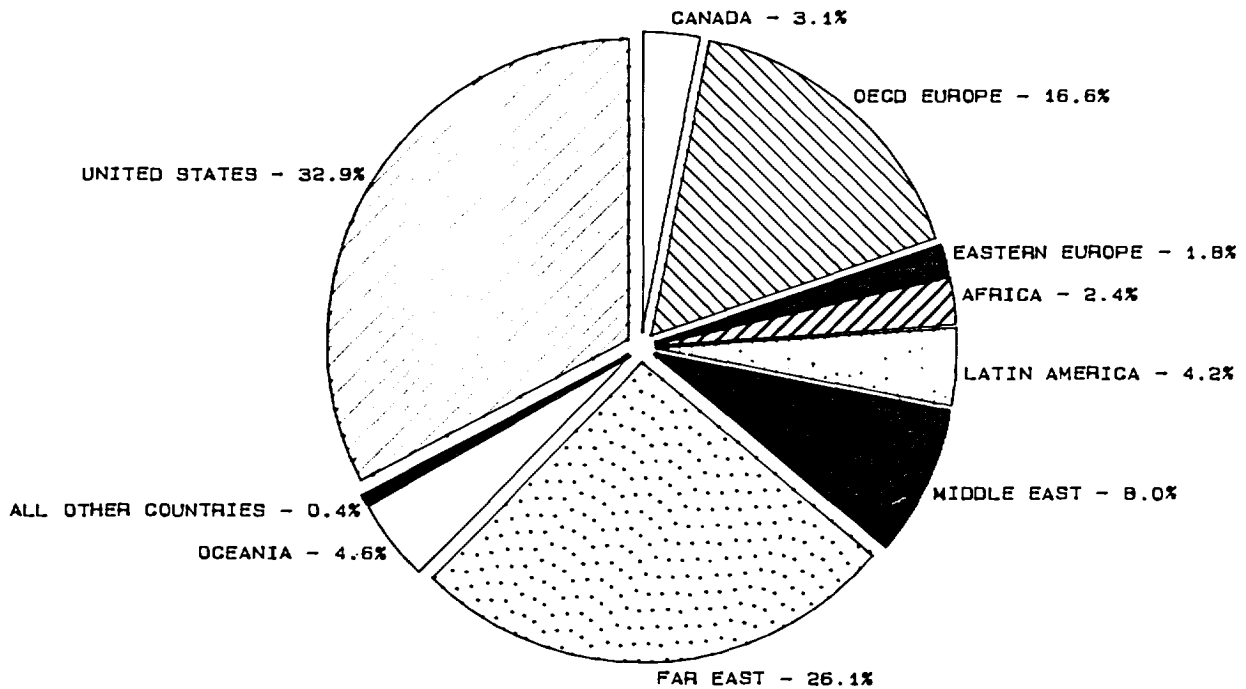
Numerous consultative mechanisms exist between Canada and Japan. The Canada/Japan Business Cooperation Committee (CJBCC), under the chairmanship of David Culver, President and Chief Executive Officer of ALCAN Aluminium Limited, consists of senior executives of major corporations in both countries. Its aim is to foster closer interaction between the private sectors. The Committee had the highest annual attendance (611) in its 10-year history during its May 1987 meeting in Vancouver. The Joint Economic Committee meets yearly at the deputy minister level to coordinate trade, technology and investment relations. The seventh meeting of the Committee was held in Ottawa in April 1987. Participants on both sides noted the impressive developments in recent years which have furthered bilateral economic relations. Of particular interest to the Committee were the positive findings on the Canadian investment climate made by the 1986 Japanese Economic Mission to Canada (The Kanao Report), and the increase in Japanese capital flows to Canada.

Further economic consultation was seen in 1986 with the exchange of prime ministerial visits between Brian Mulroney and Yasuhiro Nakasone. Such meetings promote greater awareness of each country's economic objectives and it is hoped that this visit to Canada by Prime Minister Noboru Takeshita will achieve similar results. It is in the interest of both countries to work together to improve the bilateral relationship and address the major trade issues facing the international economic order.

CANADA'S TWO-WAY TRADE WITH THE WORLD, BY REGION - 1986

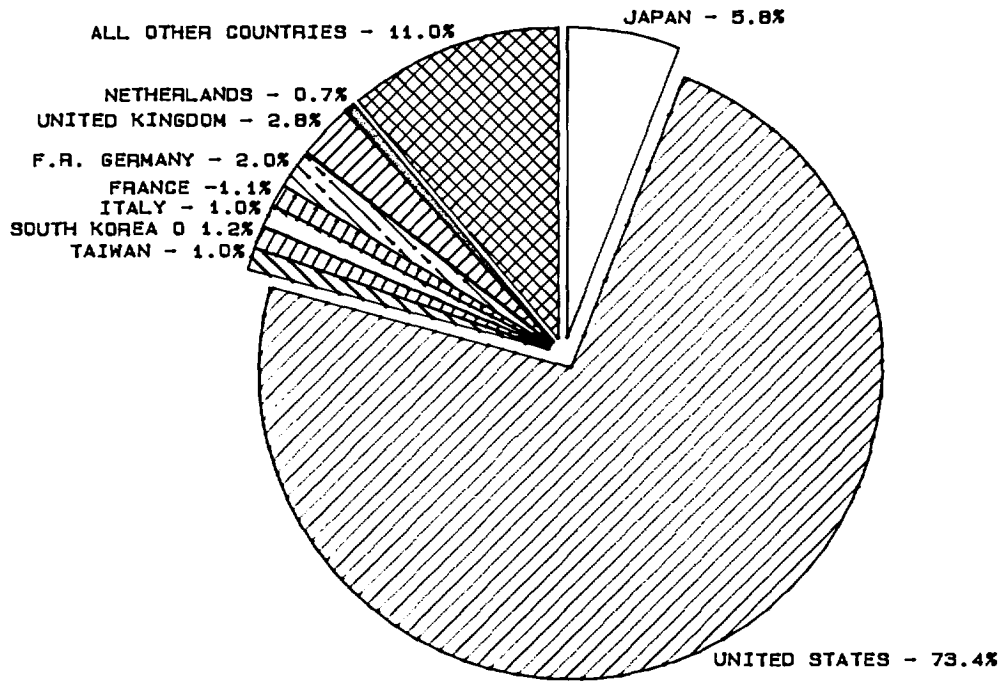


JAPAN'S TWO-WAY TRADE WITH THE WORLD, BY REGION - 1986

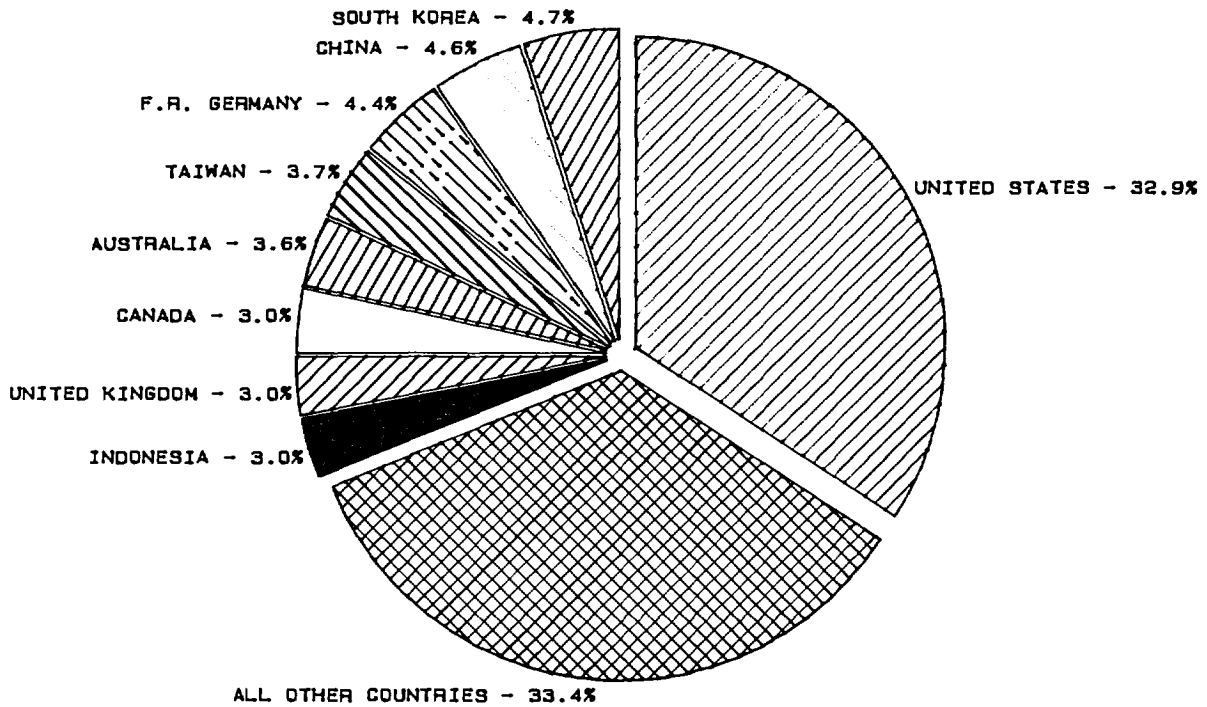


SOURCE:  
DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS,  
ECONOMIC AND TRADE ANALYSIS DIVISION;  
OECD MONTHLY STATISTICS OF FOREIGN TRADE.

CANADA'S TWO-WAY TRADE BY COUNTRY - 1986

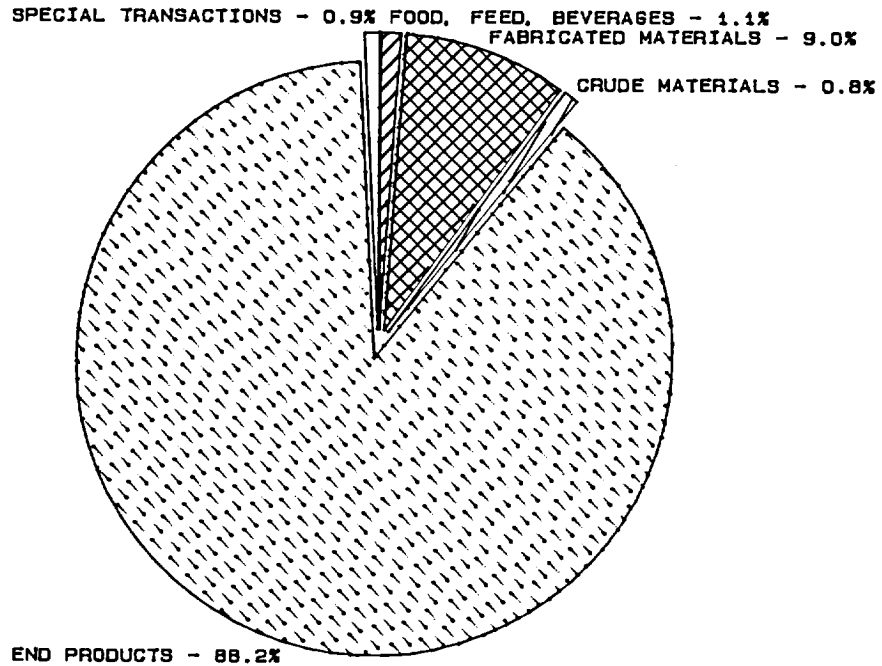


JAPAN'S TWO-WAY TRADE BY COUNTRY - 1986

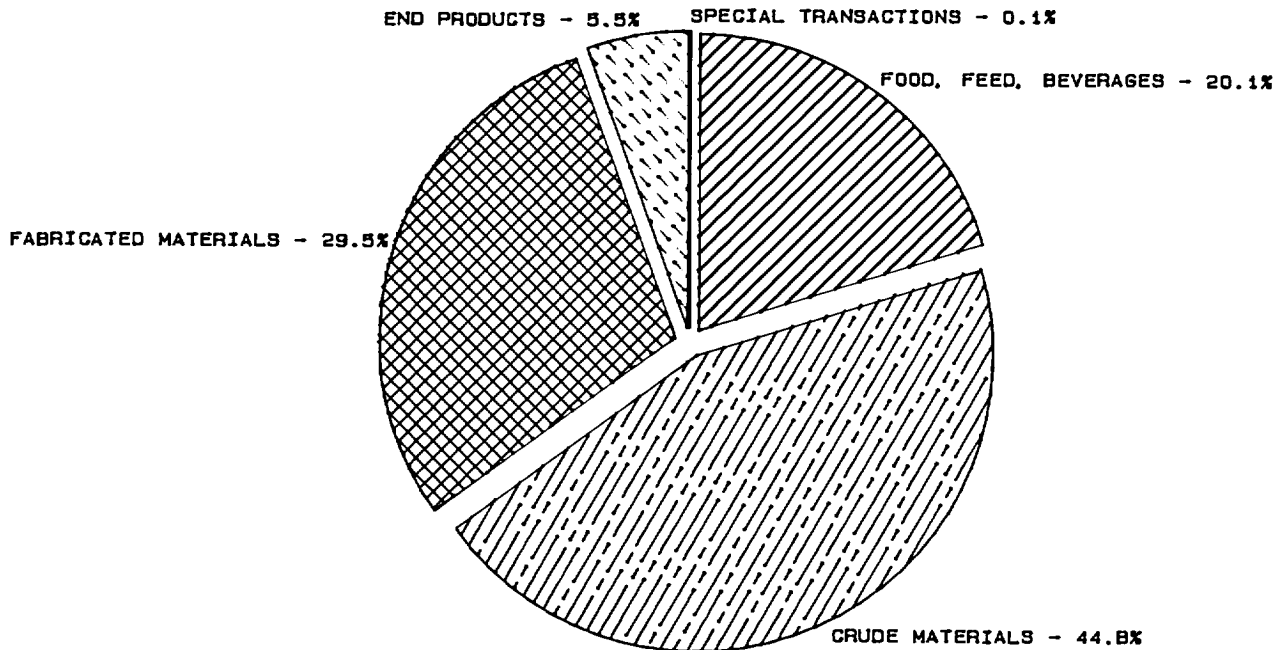


SOURCE:  
DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS,  
ECONOMIC AND TRADE ANALYSIS DIVISION.

CANADA'S IMPORTS FROM JAPAN  
BY COMMODITY CATEGORIES - 1986

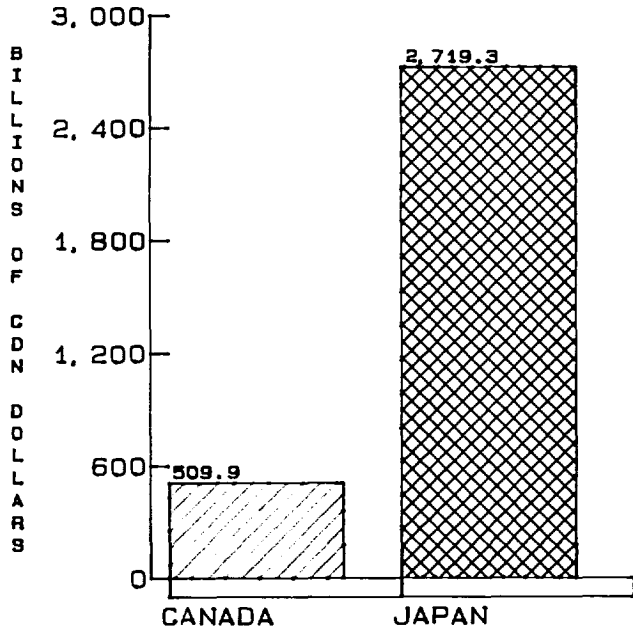


CANADA'S DOMESTIC EXPORTS TO JAPAN  
BY COMMODITY CATEGORIES - 1986

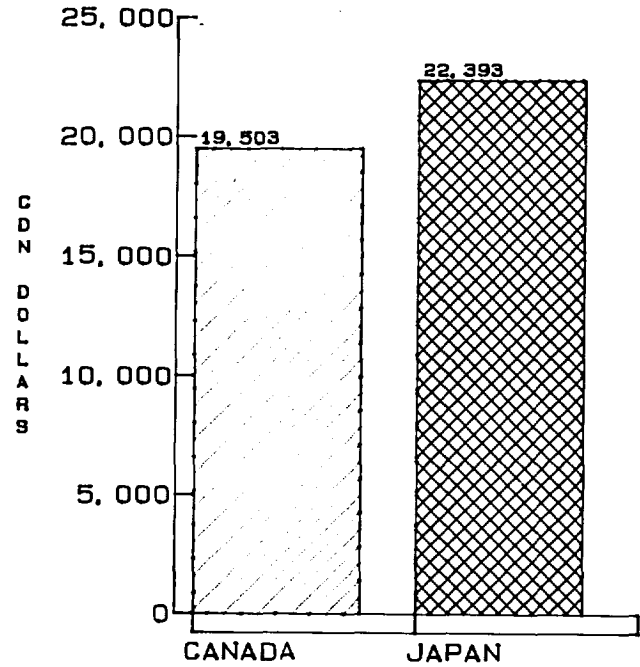


SOURCE:  
DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS,  
ECONOMIC AND TRADE ANALYSIS DIVISION.

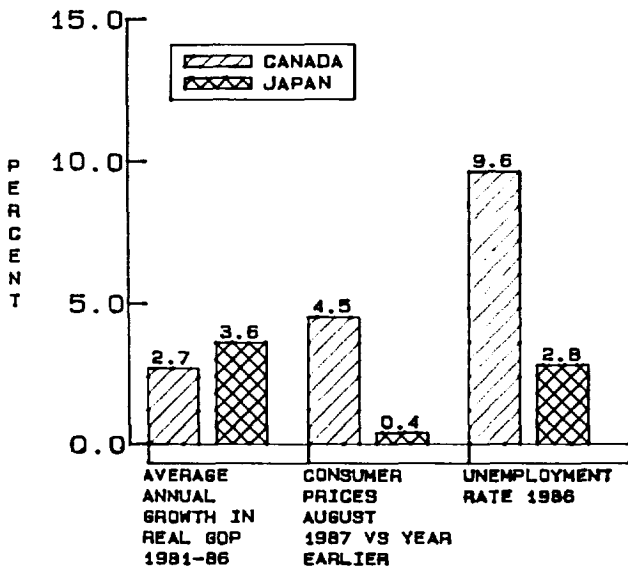
ECONOMIC INDICATORS  
GROSS DOMESTIC PRODUCT (1986)



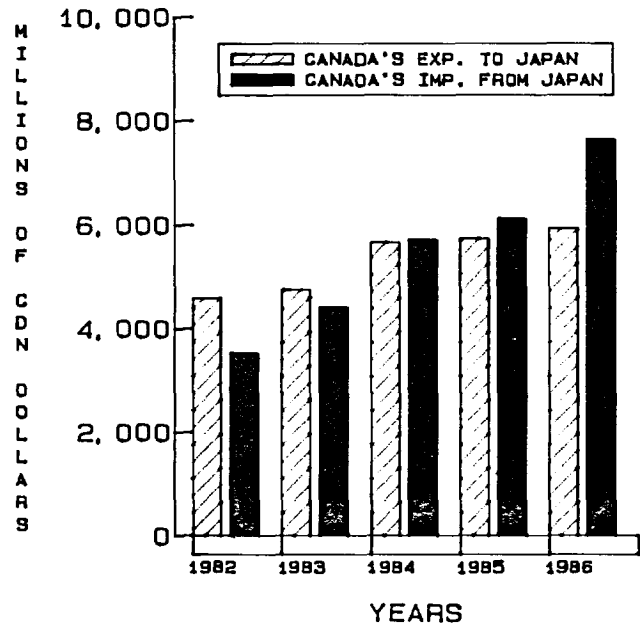
PER CAPITA GDP (1986)



COMPARATIVE STATISTICS

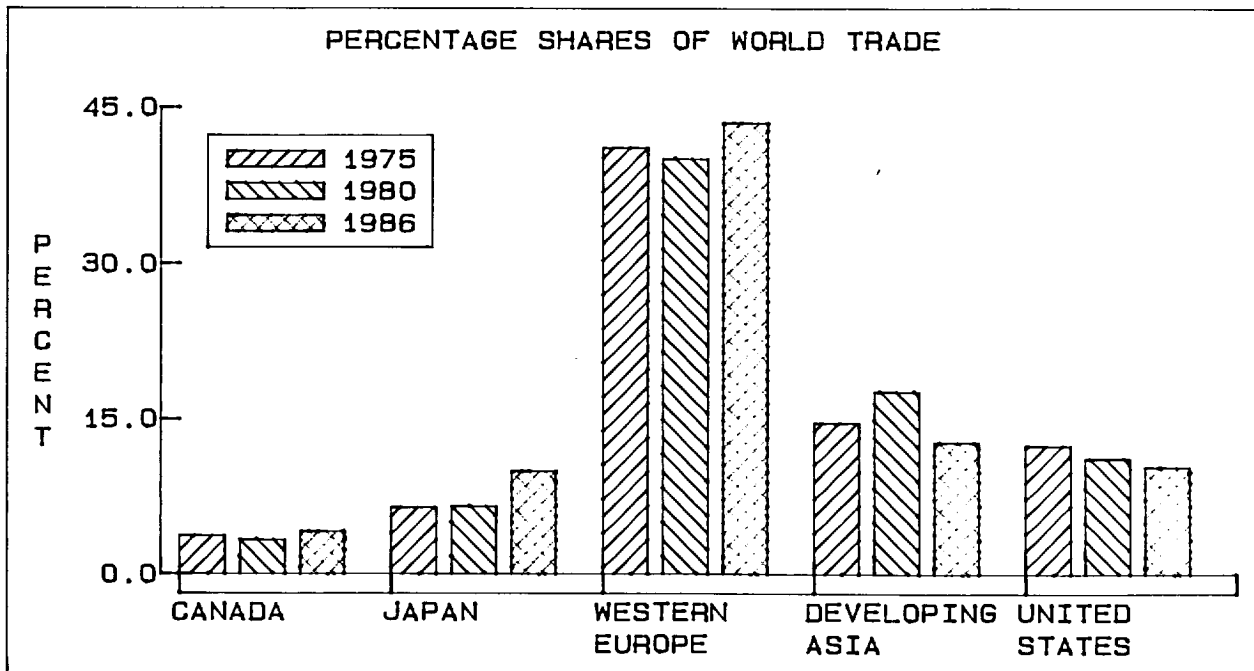
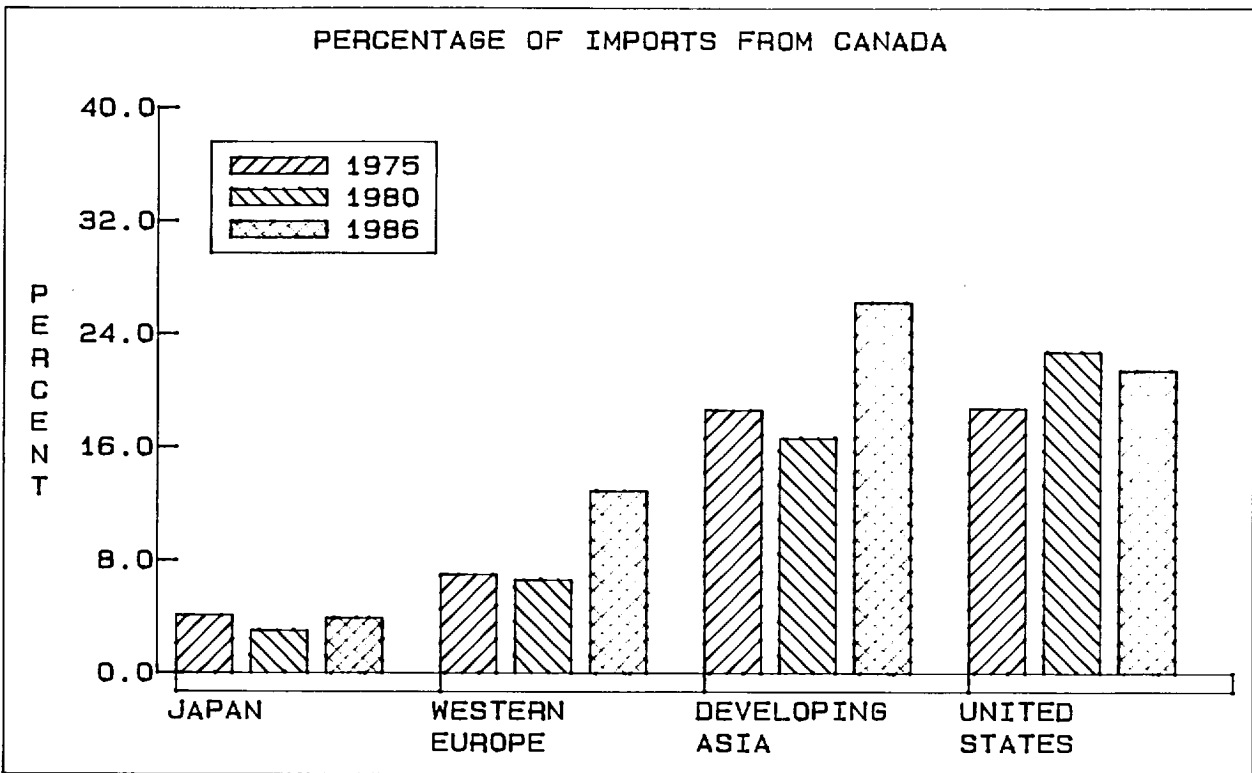


CANADA - JAPAN  
BILATERAL TRADE 1982-86

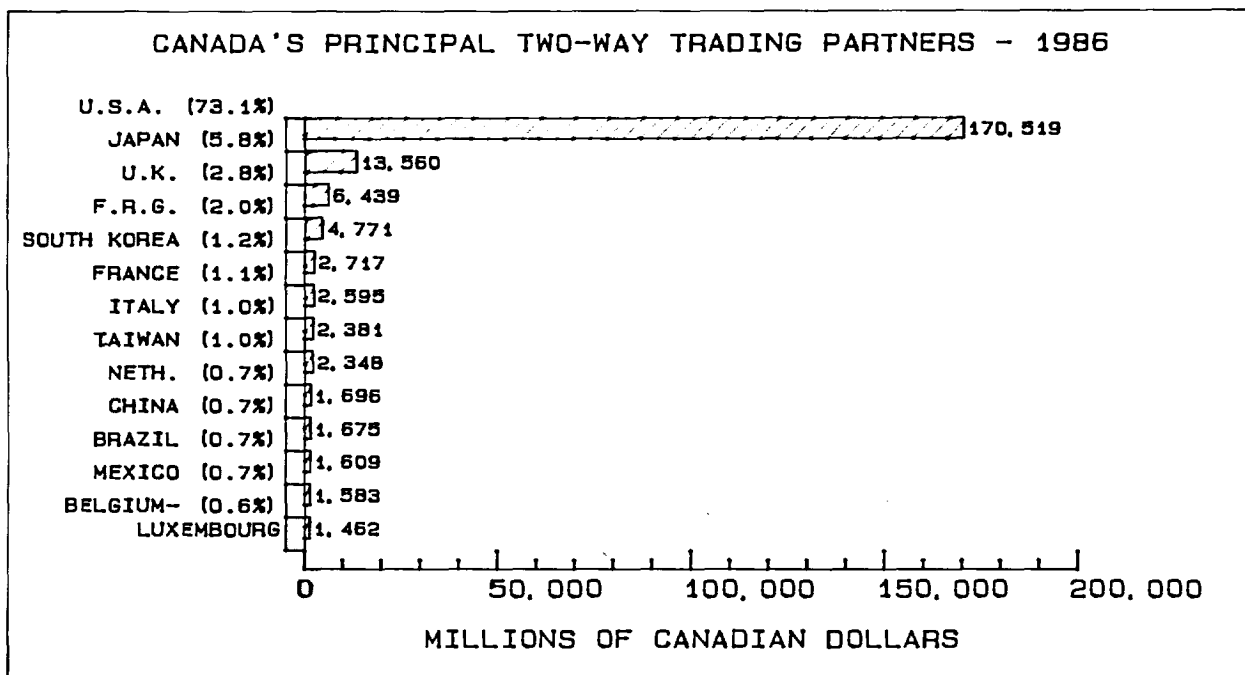


SOURCE:  
DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS,  
ECONOMIC AND TRADE ANALYSIS DIVISION.





SOURCE:  
DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS,  
ECONOMIC AND TRADE ANALYSIS DIVISION.



SOURCE:  
DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS,  
ECONOMIC AND TRADE ANALYSIS DIVISION.

## INVESTMENT AND FINANCIAL RELATIONS

### Investment

Direct investment in Canada by Japan represents a promising area for closer and greater cooperation in the future. In 1986, Japanese direct investment in Canada totalled in excess of C\$2.0 billion, with portfolio investment of more than C\$30 billion. Such investment is welcomed and encouraged in Canada as a means of strengthening both the Canadian economy and Canada-Japan relations.

Japan is an important overseas investor with multi-national capabilities and a willingness to expand its manufacturing base abroad. Japanese business has looked with growing interest to Canada as it examines manufacturing locations in the North American market. Recent automobile assembly investments by Honda, Toyota and Suzuki in Ontario reflect this interest. Such developments have prompted their parts suppliers to begin assessing nearby locations. Japanese investment in the last year was concentrated in the electronics, paper, auto parts and industrial component sectors.

Further encouraging investment is seen in the Kao Corporation's opening of a facility in Arnprior, Ontario to manufacture floppy disks for computers. Oji Paper recently announced a joint venture with Canfor to produce newsprint in British Columbia for worldwide export. New capital expenditure for this project could amount to a billion dollars.

The Japanese Economic Mission (Kanao) visited Canada in 1986 following the introduction of the Investment Canada Act in July 1985. Regarding Japanese investment in Canada, the business delegation members were encouraged by the policies initiated by the federal and provincial governments to promote and improve the Canadian investment environment. The Mission's discovery of a "new Canada" of high technology and growth will encourage the continued expansion of the Japanese investment base in Canada beyond the resource sector. The Mission is reported to have observed many indications that Japan-Canada relations will expand from that of purchaser of resources to include more diverse relations based on mutual exchange within the entire manufacturing field.

Securing market access has always been a major factor in the decisions of Japanese manufacturers to locate in North America. The enhancement of access to the large United States market obtained by Canada in the recently concluded Canada-United States Free Trade Agreement will play a significant role in future Japanese investment in Canada. Under the Agreement, Canada will continue to be an attractive investment environment

for Japan because of resource availability, low cost energy, competitive labour costs, productivity, quality of life and the above-mentioned enhanced access to the United States market.

### Financial Relations

Japanese-Canadian financial relations represent a sector of heightened activity. Since 1984, Japan has accounted for the bulk of the net inflow of capital to Canada. Japan has been the largest international lender since 1982 and is now the world's leading creditor nation.

During the first half of 1987, the net capital inflow from Japan to Canada was C\$4.7 billion (the net inflow for all countries was C\$8.1 billion). In addition, Japan is the single most important purchaser of bonds, particularly Government of Canada Bonds, in the Canadian secondary market. Net purchases are C\$1.6 billion.

Capital flows from Japan have been encouraged by relatively wide interest rate differentials in Canada, and favourable assessments of our economy by Japanese investors. Canadian dollar issues constitute a large share of foreign-currency securities held by major Japanese insurance and investment firms.

Since 1981, six Canadian banks -- Bank of Montreal, Bank of Nova Scotia, Canadian Imperial Bank of Commerce, National Bank, Royal Bank and Toronto-Dominion Bank -- have established branches in Tokyo. In addition, four large Canadian securities firms -- Wood Gundy, Richardson Greenshields, McLeod Young Weir, and Dominion -- have representative offices in Japan. Japanese measures to liberalize their financial relations with other countries (such as Canada) and to provide more internal competition in the financial sector are welcome.

Eleven Schedule B banks in Canada are Japanese-owned. They account for about C\$4.9 billion (11.6 per cent) of the total assets of foreign banks operating in Canada. The Japanese-owned banks concentrate their business in trade financing, servicing the needs of Canadian subsidiaries of industrial Japanese companies and making commercial loans to Canadian clients. Four Japanese securities companies -- Nomur, Daiwa, Nikko and Yamaichi -- are represented in Canada.

## SCIENCE AND TECHNOLOGY (S&T) RELATIONS

Canada and Japan have a long history of cooperation in S&T - an official S&T consultative process has been in place for 10 years. Negotiations toward a bilateral agreement began in 1983 as a means of giving further impetus to the expanding relationship. These negotiations were successful, and Canada and Japan concluded an Agreement in May 1986 during Prime Minister Mulroney's visit to Japan. The Agreement provides a formal stimulus to the expansion of joint research and development projects across a broad spectrum of peaceful technologies.

Pursuant to the S&T Agreement, the first meeting of the Joint Committee took place in Vancouver in the fall of 1986. Some 75 existing projects were brought under the Agreement, and eight new proposals were approved. Collaborative efforts range from agriculture to laser development and space science.

The Agreement is seen as a useful means of moving the Canada-Japan S&T relationship in the direction of joint technology development. Japan's rapidly growing status as a world force in S&T development provides Canada with a further incentive for closer cooperative efforts. An initiative undertaken by the Canadian government, the Technology Awareness and Adjustment Program (TAAP) for Japan, is but one example. The Program has funded a number of major industry-led missions to strategic sectors in Japan over the past two years. The objective is to make the new technology knowledge gained available Canada-wide. The Technology Inflow Program (TIP) of the Department of External Affairs is also in high demand for Japan.

The Kanao Report of the Japanese Economic Mission to Canada commented favourably on the extent to which Canada was concentrating its efforts on the development of high technologies. The Report predicted, as a result of both countries' great potential in this area, further cooperation through exchanges of technologies or joint development.

Just as Canada has noticed the considerable success of Japanese initiatives in the S&T sector, so too have the Japanese been favourably impressed by Canadian technology, especially in the fields of space, communications, computer software, urban transit, environmental, medical, agricultural and energy processing. Both countries will build on their complementary strengths to forge an even stronger S&T relationship in the coming years.

THE TORONTO ECONOMIC SUMMIT  
JUNE 1988

**Background**

From June 19-21, Canada will play host to the 14th Economic Summit. At that time Prime Minister Brian Mulroney will welcome to Toronto the leaders of the six other major industrialized democracies -- France, the Federal Republic of Germany, Italy, Japan, the United Kingdom, the United States, and the President of the Commission of the European Community.

The Economic Summit meetings have been held annually since 1975 (Canada and the European Community began their participation in 1976 and 1977, respectively). The first Summit meeting was held at Rambouillet, near Paris, at the invitation of the President of France. The Economic Summit has no permanent home or Secretariat. Rather, Summit sites and organizational responsibilities are rotated among member nations: Rambouillet (1975), Puerto Rico (1976), London (1977), Bonn (1978), Tokyo (1979), Venice (1980), Ottawa/Montebello (1981), Versailles (1982), Williamsburg (1983), London (1984), Bonn (1985), Tokyo (1986) and Venice (1987).

The original concept was to have leaders discuss economic subjects outside the usual institutional framework, much along the lines of the "Library Group" of Finance Ministers that first met in 1973 in the White House library to discuss the international economic problems incurred due to the unravelling of the Bretton Woods fixed exchange rate system. Fostering personal contact among leaders to bring about progress on the issues facing the world has remained an important objective of Economic Summits. These meetings have brought key leaders together in a group that is powerful enough to have an important bearing on significant developments in the world (both economic and political), yet small enough to make open and direct discussions possible.

These yearly meetings are the most visible elements of a broader, complex process of international consultation and cooperation in the management of the world economy. The Summits are closely linked to work done in other international fora including the International Monetary Fund (IMF)/World Bank, the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT), the Organisation for Economic Cooperation and Development (OECD), and the Group of Seven (G-7) Finance Ministers. The continuing objective of Summits has been to work towards compatible macroeconomic policies to foster balanced growth. These Summits are not decision-making fora, but over the years they have enabled the

leaders of the industrialized democracies to gain a deeper appreciation of the extent to which their economies are linked, to strengthen their consensus on key issues, to pursue a more coordinated (and effective) response to economic problems and, when necessary, to generate new policy initiatives.

All Economic Summits have emphasized the inter-relationship of world problems. Economic growth, employment, inflation, energy, debt and the maintenance of a liberal trading environment are all facets of an interdependent world economy. Summits recognize the close connection between the prosperity of the industrialized countries and that of the developing world. Naturally, the focus has shifted from year to year reflecting the most pressing preoccupations at the time. Despite the fact that Summits are essentially economic in character, a tradition of discussing political subjects has developed, and political declarations have been issued from time to time. While the significant political developments to emerge in 1988 will be on the minds of leaders at Toronto, there can be little doubt that recent economic developments affecting stock markets and exchange rates will ensure that the original objectives of economic summitry remain central at the Canadian Summit.

The participation of Canada's Prime Minister in the annual meetings is immensely valuable. It assures our full involvement in the shaping of major economic trends of enormous importance to a trading nation such as Canada, and allows us to voice our concerns, be they on the need to lower international barriers to trade, to deal equitably and humanely with the desperately indebted nations of sub-Saharan Africa, or to seek political solutions to deep-rooted problems such as apartheid or disarmament.

#### The Toronto Economic Summit

Prime Minister Mulroney will preside at the Toronto Summit, held June 19-21. At that time, leaders of government or state will review the progress made since the Venice Summit in the various institutional fora which deal with international economic policy (particularly, as noted above, the IMF/World Bank, the GATT, the OECD and the periodic meetings of G-7 ministers). At Toronto, leaders will seek to give renewed impetus to a variety of themes. Some will be persistent topics of summit discussion, such as economic policy coordination; trade (especially agriculture); international debt; and significant social developments confronting Western nations. Others will be new items particular to the economic and political circumstances that will emerge by June.

As host of the Toronto Economic Summit, the Government of Canada has responsibility for the substantive and logistical preparations. Sylvia Ostry, the Prime Minister's Personal Representative for Economic Summits, is responsible for the substantive preparation of the Summit. The focus of her activity will be on preparing, in consultation with the Personal Representatives for the other Summit countries and the European Community, for the discussions of the leaders at Toronto. Logistical matters regarding the site, and accommodation and accreditation of officials and press delegations, are the purview of the Summits Management Office, under the direction of J.A. Doucet.